

Art. 116 - Übergangsbestimmung

Wenn die Einführung von Artikel 28 zur Bestimmung eines anderen Empfängers führen würde als diejenige Person, die das Kindergeld für Dezember 2018 erhält, bleibt die letztgenannte Person der Empfänger, bis eines der folgenden Ereignisse eintritt:

1. ein Wechsel des Wohnsitzes des Empfängers;
2. ein Wechsel des Wohnsitzes eines der Kinder, für die der Empfänger das Kindergeld erhält;
3. für eines der Kinder, für die der Empfänger das Kindergeld erhält, wird kein Kindergeld mehr gezahlt;
4. ein weiteres Kind, das denselben Wohnsitz wie der Empfänger oder wie eines der Kinder hat, hat Anrecht auf Kindergeld.

Für die Anwendung von Absatz 1 gilt im Falle der Anwendung von Artikel 70 des Allgemeinen Familienbeihilfengesetzes vom 19. Dezember 1939 für Dezember 2018 die in

Artikel 70 Absatz 1 Nummer 2 desselben Gesetzes bestimmte Person als diejenige Person, die das Kindergeld für Dezember 2018 erhält.

Art. 117 - Übergangsbestimmung

In Abweichung von Artikel 3 Nummer 5 gelten als Familienangehörige alle Personen, für die der Sozialversicherte aufgrund des Allgemeinen Familienbeihilfengesetzes vom 19. Dezember 1939 am 31. Dezember 2018 das Recht auf die in Artikel 111 § 1 erwähnten Leistungen eröffnete, bis:

1. eine der in Artikel 111 § 2 Absatz 3 Nummer 2 oder 3 erwähnten Situationen eintritt;
2. die berufsständische Situation des Sozialversicherten in dem Sinne ändert, dass er das Anrecht aus einem anderen Grund im Sinne von Artikel 68 der Verordnung Nr. 883/2004 (EG) des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit eröffnen würde.

Sobald eine der in Absatz 1 erwähnten Situationen eintritt, gelten nur noch die in Artikel 3 Nummer 5 erwähnten Personen als Familienangehörige.

*Abschnitt 3 — Inkrafttreten***Art. 118 - Inkrafttreten**

Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird. Eupen, den 23. April 2018

O. PAASCH

Der Ministerpräsident

I. WEYKMANS

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus

A. ANTONIADIS

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales

H. MOLLERS

Der Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung

Fußnote

Sitzungsperiode 2017-2018

Nummerierte Dokumente: 222 (2017-2018) Nr. 1 Dekretentwurf + Nachtrag

222 (2017-2018) Nr. 2 Abänderungsvorschläge

222 (2017-2018) Nr. 3 Abänderungsvorschläge

222 (2017-2018) Nr. 4 Abänderungsvorschläge

222 (2017-2018) Nr. 5 Abänderungsvorschläge

222 (2017-2018) Nr. 6 Bericht

Ausführlicher Bericht: 23. April 2018 - Nr. 50 Diskussion und Abstimmung

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2018/202523]

23 AVRIL 2018. — Décret relatif aux prestations familiales

Le Parlement de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Chapitre 1^{er} — Dispositions générales**Article 1^{er} - Objet**

Le présent décret fixe différentes prestations financières pour les enfants, sans préjudice des prestations de soutien qui leur sont accordées en vertu d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires. Ces prestations, uniques ou périodiques, visent à offrir à tous les enfants des chances de développement et d'épanouissement ainsi qu'à compenser partiellement l'augmentation des frais du ménage en raison des frais d'entretien que représentent pour les familles un ou plusieurs enfants et à lutter contre la pauvreté infantile.

Art. 2 - Qualifications

Dans le présent décret, les qualifications s'appliquent à tous les sexes.

Art. 3 - Définitions

Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° enfant : toute personne, mineure ou majeure, qui a droit à l'une des prestations mentionnées aux chapitres 2 et 3;

2° enfant disparu : tout enfant qui a involontairement cessé d'être présent à son domicile et dont on est sans nouvelles. La disparition peut être établie par toute voie de droit. N'est pas considéré comme enfant disparu l'enfant qui, selon toute vraisemblance, est décédé dans des circonstances telles que des accidents ou catastrophes, même si son corps n'a pas été retrouvé, de même que l'enfant qui a été enlevé par l'un des deux parents;

3° enfant enlevé : l'enfant qui a été soustrait illégalement à l'autorité de ses parents, de son père, de sa mère ou de la personne ou de l'institution qui, immédiatement avant l'enlèvement, était allocataire de l'allocation familiale de base conformément à l'article 28;

4° assuré social : toute personne qui relève du champ d'application personnel d'un règlement européen ou d'un accord bilatéral relatif aux compétences familiales et qui, en raison d'un accord de coopération, relève de la compétence de la Communauté germanophone;

5° membre de la famille : sans préjudice de l'application d'accords bilatéraux en matière de prestations familiales, les enfants suivants :

a) le propre enfant de l'assuré social;

b) le propre enfant du conjoint de l'assuré social ou de la personne qui n'est pas parente ou alliée jusqu'au troisième degré avec l'assuré social et avec laquelle l'assuré social cohabite effectivement ou avec laquelle il a fait une déclaration de cohabitation légale;

c) l'enfant commun à l'assuré social et à son conjoint ou à la personne qui n'est pas parente ou alliée jusqu'au troisième degré avec l'assuré social et avec laquelle l'assuré social cohabite effectivement ou avec laquelle il a fait une déclaration de cohabitation légale;

6° prestations familiales : les prestations définies aux chapitres 2 et 3;

7° allocations familiales : l'allocation familiale de base mentionnée à l'article 8 et les suppléments mentionnés aux articles 15, 17, 19, 21, 23 et 25, auxquels l'enfant a droit, le cas échéant;

8° demandeur : toute personne physique qui a droit aux prestations familiales et qui prétend ou peut prétendre à ce droit, ses représentants légaux et ses mandataires ainsi que l'allocataire effectif ou probable des allocations familiales;

9° inspecteurs : les personnes mentionnées à l'article 67;

10° conseil : le conseil pour les prestations familiales mentionné à l'article 77.

Art. 4 - Fixation du domicile

§ 1^{er} - Pour l'application du présent décret, le domicile d'une personne est fixé comme suit :

1° en Belgique vaut comme domicile le lieu où la personne a établi sa résidence principale selon le registre de la population déterminé en vertu de l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou a son adresse de référence conformément à l'article 1^{er}, § 2, de la même loi;

2° pour l'étranger vaut comme domicile le lieu figurant sur les documents du Service population ou de l'administration ou du service étrangers compétents en matière d'état civil.

§ 2 - Le lieu mentionné au § 1^{er}, 1°, n'est pas considéré comme domicile lorsque la personne a fixé sa résidence principale en un autre lieu sans l'annoncer dans les formes et délais prescrits dans la loi du 19 juillet 1991 susmentionnée et ses arrêtés d'exécution. Dans ce cas, la personne est censée n'avoir aucun domicile en région de langue allemande.

Par dérogation au premier alinéa est considéré comme domicile le lieu où la personne a fixé sa résidence principale sans l'annoncer dans les formes et délais prescrits dans la loi du 19 juillet 1991 susmentionnée et ses arrêtés d'exécution, si ce lieu se situe en région de langue allemande.

Art. 5 - Assimilation des parents adoptifs aux parents biologiques

Pour l'application du présent décret, à l'exception des articles 34 à 37, les parents adoptifs sont assimilés aux parents biologiques tant en cas d'adoption simple qu'en cas d'adoption plénière.

Chapitre 2 — Allocations familiales

Section 1^{re} — Des attributaires

Art. 6 - L'enfant

L'enfant qui a son domicile en région de langue allemande ouvre le droit aux allocations familiales.

Si l'enfant mentionné à l'alinéa 1^{er} est une personne de nationalité étrangère, le droit n'est ouvert que si son séjour ou son établissement est permis ou autorisé en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Le Gouvernement détermine les situations dans lesquelles la condition liée au domicile mentionnée aux alinéas 1^{er} et 2 est remplie.

Art. 7 - L'assuré social

Par dérogation à l'article 6, l'assuré social ouvre le droit aux allocations familiales pour les membres de sa famille.

Section 2 — Des prestations

Sous-section 1^{re} - Allocation familiale de base

Art. 8 - L'allocation familiale de base

Le Gouvernement octroie une allocation familiale de base qui s'élève à 157 euros par mois.

Art. 9 - Conditions d'octroi

§ 1^{er} - L'allocation familiale de base est octroyée à chaque enfant à partir de sa naissance jusqu'à son 18^e anniversaire.

§ 2 - Par dérogation au § 1^{er}, l'allocation familiale de base est accordée à chaque enfant à partir de son 18^e anniversaire jusqu'à son 21^e anniversaire si :

1° un handicap au sens de l'article 22, alinéa 1^{er}, 2°, a été constaté chez l'enfant, handicap qui peut ouvrir le droit à un supplément pour enfants handicapés;

2° les répercussions du handicap sont apparues à un moment où l'enfant avait droit aux allocations familiales;

§ 3 - Par dérogation au § 1^{er}, l'allocation familiale de base est octroyée à chaque enfant qui suit une formation à partir de son 18^e anniversaire.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par « formation » au sens du présent paragraphe.

Art. 10 - Prorogation du droit

L'allocation familiale de base est octroyée pendant douze mois en tout :

1° après que l'enfant ne remplit plus les conditions fixées à l'article 9, § 1^{er}, ou 9, § 3 et

2° si aucun droit ne découle de l'article 9, § 2.

Dès que l'enfant remplit à nouveau les conditions énoncées à l'article 9, § 1^{er}, ou § 3, le droit sur la base du présent article est suspendu et l'allocation familiale de base est octroyée en vertu de l'article 9, § 1^{er}, ou § 3. Si l'allocation familiale de base est ensuite à nouveau octroyée en vertu du présent article, le droit est diminué à concurrence de la période déjà utilisée en vertu du présent article.

Art. 11 - Activité lucrative

Le droit à l'allocation familiale de base en vertu de l'article 9, § 3, et de l'article 10 est suspendu pendant la période au cours de laquelle l'enfant exerce une activité lucrative.

Le Gouvernement détermine :

1° les activités qu'il faut considérer comme lucratives au sens du présent article;

2° la période au cours de laquelle l'enfant est considéré comme exerçant une activité lucrative;

3° les situations assimilées à une activité lucrative;

4° les activités lucratives n'impliquant pas une suspension.

Art. 12 - L'enfant disparu

L'allocation familiale de base est octroyée en faveur de l'enfant disparu, si, au moment de sa disparition, l'enfant avait droit aux allocations familiales en vertu de l'article 9 ou 10.

L'allocation familiale de base en faveur de l'enfant disparu est octroyée pendant cinq ans au maximum à partir de la disparition de l'enfant, pour autant que celui-ci n'ait pas atteint l'âge de 25 ans.

Le droit aux allocations familiales de l'enfant disparu s'éteint au moment où il est retrouvé, à moins que les conditions mentionnées à l'article 9 ou 10 soient remplies.

Art. 13 - L'enfant enlevé

L'allocation familiale de base est octroyée à l'enfant enlevé aux conditions cumulatives suivantes :

1° si, au moment de l'enlèvement, l'enfant avait droit aux allocations familiales en vertu de l'article 9, § 1^{er};

2° si l'enlèvement a fait l'objet d'une action en justice ou d'une déclaration à la police, au parquet ou auprès des autorités administratives belges compétentes en matière d'enlèvement d'enfants;

3° tant que l'enfant n'a pas atteint l'âge de 18 ans.

Le droit aux allocations familiales de l'enfant enlevé s'éteint dès qu'il n'est plus considéré comme ayant été enlevé, à moins que les conditions de l'article 9 ou 10 soient remplies.

Art. 14 - Fin du droit

Le droit à l'allocation familiale de base s'éteint en tout cas le jour où l'enfant atteint 25 ans.

Sous-section 2 - Le supplément annuel

Art. 15 - Supplément annuel

Le Gouvernement octroie un supplément annuel qui s'élève à 52 euros.

Art. 16 - Conditions d'octroi

Le supplément annuel est octroyé à tout enfant qui, au cours du mois de juillet, a droit à l'allocation familiale de base.

Sous-section 3 - Le supplément pour les familles nombreuses

Art. 17 - Supplément pour les familles nombreuses

Le Gouvernement octroie un supplément pour les familles nombreuses qui s'élève à 135 euros par mois.

Art. 18 - Conditions d'octroi

Le supplément pour les familles nombreuses est octroyé à tout enfant à condition qu'il soit le troisième ou tout autre enfant suivant qui ouvre un droit à l'allocation familiale de base, payé au même allocataire.

Lorsque des allocations familiales sont liquidées en application de l'article 28, § 2, la personne qui reçoit un tiers des allocations familiales est considérée comme allocataire pour l'application du présent article.

Sous-section 4 - Le supplément social

Art. 19 - Supplément social

Le Gouvernement octroie un supplément social qui s'élève à 75 euros par mois.

Art. 20 - Conditions d'octroi

Le supplément social est octroyé à chaque enfant qui :

1° a droit à l'allocation familiale de base;

2° conformément à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, a droit, lui-même ou via un membre du ménage, à une intervention majorée de l'assurance soins de santé;

3° n'a pas droit ni à l'allocation pour l'orphelin de père et de mère mentionnée à l'article 23, ni à l'allocation pour l'orphelin de père ou de mère mentionnée à l'article 25.

Sous-section 5 - Le supplément pour enfants handicapés

Art. 21 - Supplément pour enfants handicapés

Le Gouvernement octroie un supplément pour enfants handicapés qui, en fonction des répercussions du handicap, correspond à l'une des catégories suivantes :

1° catégorie 1 : 85 euros par mois;

2° catégorie 2 : 112 euros par mois;

3° catégorie 3 : 262 euros par mois;

4° catégorie 4 : 432 euros par mois;

5° catégorie 5 : 491 euros par mois;

6° catégorie 6 : 526 euros par mois;

7° catégorie 7 : 561 euros par mois.

Art. 22 - Conditions d'octroi

Le supplément pour enfants handicapés est octroyé à tout enfant :

1° qui a droit soit à l'allocation familiale de base en vertu de l'article 9, § 1^{er}, soit à l'allocation familiale de base en vertu de l'article 9, § 2, et n'exerce pas d'activité lucrative au sens de l'article 11;

2° chez lequel a été constaté un handicap ayant des répercussions sur ses capacités physiques ou mentales, sa vitalité ou sa participation à la vie en société ou son entourage familial.

Le Gouvernement détermine :

1° le degré de gravité d'un handicap constaté, classé respectivement dans l'une des catégories mentionnées à l'article 21;

2° qui, selon quels critères et de quelle manière, fixe les répercussions mentionnées à l'alinéa 1^{er}, 2°;

3° sous quelles conditions la constatation des répercussions du handicap peut faire l'objet d'une révision.

Sous-section 6 - L'allocation pour l'orphelin de père et de mère

Art. 23 - Allocation pour l'orphelin de père et de mère

Le Gouvernement octroie une allocation pour l'orphelin de père et de mère qui s'élève à 239 euros par mois.

Art. 24 - Conditions d'octroi

L'allocation pour l'orphelin de père et de mère est octroyée à tout enfant qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

1° il a droit à l'allocation familiale de base;

2° ses deux parents sont décédés ou sont déclarés comme étant absents ou, dans le cas où seul un lien de filiation à l'un des parents est connu, ledit parent est décédé ou déclaré comme étant absent.

L'allocation pour l'orphelin de père et de mère n'est plus octroyée si l'orphelin est adopté ou si un lien de filiation à un parent, jusque-là inconnu, est établi.

Sous-section 7 - L'allocation pour l'orphelin de père ou de mère

Art. 25 - Allocation pour l'orphelin de père ou de mère

Le Gouvernement octroie une allocation pour l'orphelin de père ou de mère qui s'élève à 120 euros par mois.

Art. 26 - Conditions d'octroi

L'allocation pour l'orphelin de père ou de mère est octroyée à tout enfant qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

1° il a droit à l'allocation familiale de base;

2° l'un de ses parents est décédé ou est déclaré comme étant absent.

L'allocation pour l'orphelin de père ou de mère est également octroyée si, pour l'enfant qui a droit à l'allocation pour l'orphelin de père et de mère, un lien de filiation à un parent, jusque-là inconnu, est établi.

L'allocation pour l'orphelin de père ou de mère n'est plus octroyée si :

1° l'orphelin de père ou de mère est adopté;

2° le parent survivant se marie ou fait une déclaration de cohabitation légale.

Dans le cas mentionné à l'alinéa 3, 2°, l'allocation pour l'orphelin de père ou de mère est à nouveau octroyée si le parent survivant divorce ou si la cohabitation légale prend fin.

Sous-section 8 - Dispositions communes

Art. 27 - Moment de l'ouverture et de l'extinction du droit

Le droit aux prestations mentionnées dans les sous-sections 1^{re} à 6 est ouvert à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel les conditions respectives sont remplies.

Il s'éteint le premier jour du mois suivant celui où les différentes conditions ne sont plus remplies.

Section 3 — Des allocataires

Art. 28 - Allocataires

§ 1^{er} - Les personnes suivantes sont considérées, dans l'ordre suivant, comme allocataires des allocations familiales :

1° la personne qui a été désignée par le tribunal compétent en vertu de l'article 55;

2° le parent qui a le même domicile que l'enfant;

3° la mère, si les parents qui ont le même domicile que l'enfant sont de sexe différent;

4° le parent le plus âgé, si les parents qui ont le même domicile que l'enfant sont de même sexe;

5° la personne qui élève effectivement l'enfant, si aucun des deux parents n'a le même domicile que l'enfant;

6° la femme, s'il s'agit, dans le cas évoqué au 5°, de plusieurs personnes de sexe différent;

7° la personne la plus âgée, s'il s'agit, dans le cas évoqué au 5°, de deux personnes du même sexe ou de plus de deux personnes.

Sont considérées comme élevant effectivement l'enfant au sens de l'alinéa 1^{er}, 5°, 6° et 7°, les personnes qui supportent plus de la moitié des frais d'entretien relatifs à l'enfant. Jusqu'à preuve du contraire, l'on part du principe qu'il s'agit de personnes majeures qui ont le même domicile que l'enfant.

Le Gouvernement détermine les modalités pour apporter la preuve du contraire.

§ 2 - Par dérogation au § 1^{er} sont considérées comme allocataires des allocations familiales dues en faveur de l'enfant placé par une décision ou à charge d'une autorité publique dans une institution pendant trente jours consécutifs :

1° la personne déterminée au § 1^{er} pour un tiers des allocations familiales;

2° l'institution pour deux tiers des allocations familiales.

Le Gouvernement détermine, pour l'application du présent paragraphe, ce qu'il y a lieu d'entendre par placement, autorité et institution.

§ 3 - Par dérogation au § 1^{er} et sans préjudice du § 2, l'enfant lui-même est considéré comme allocataire dans les cas suivants :

- 1° s'il est marié;
- 2° s'il est émancipé et n'a pas le même domicile que la personne mentionnée au § 1^{er};
- 3° s'il a atteint l'âge de 16 ans et n'a pas le même domicile que les personnes mentionnées au § 1^{er};
- 4° s'il est lui-même allocataire pour un ou plusieurs de ses enfants.

Seuls les enfants mentionnés dans le paragraphe précédent peuvent désigner une autre personne comme allocataire, à condition que celle-ci soit avec l'enfant dans un lien de parenté ou d'alliance au premier degré.

§ 4 - Par dérogation au § 1^{er}, les personnes suivantes sont considérées, dans l'ordre suivant, comme allocataires des allocations familiales perçues pour l'enfant enlevé :

1° la personne désignée, en vertu du § 1^{er}, qui était allocataire des allocations familiales immédiatement avant l'enlèvement;

2° la mère de l'enfant enlevé, s'il s'agit de parents de sexe différent et si la mère n'était pas allocataire pour cet enfant;

3° le père de l'enfant enlevé, s'il s'agit de parents de sexe différent et si le père n'était pas allocataire pour cet enfant;

4° le parent le plus âgé qui n'était pas allocataire pour cet enfant, s'il s'agit de parents de même sexe;

5° le parent le plus jeune qui n'était pas allocataire pour cet enfant, s'il s'agit de parents de même sexe;

6° la personne qui, immédiatement avant l'enlèvement, élevait effectivement l'enfant et n'était pas allocataire pour cet enfant, le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, 6° et 7°, devant être appliqué pour déterminer cette personne.

La personne déterminée conformément à l'alinéa 1^{er} peut uniquement être allocataire des allocations familiales si elle n'a pas participé directement ou indirectement à l'enlèvement de l'enfant et si elle a son domicile en région de langue allemande au moment de l'enlèvement et pendant la durée de celui-ci.

Art. 29 - Nouvel allocataire

Les événements qui induisent un changement d'allocataire produisent leurs effets à partir du premier jour du mois suivant celui où ledit événement a eu lieu.

Chapitre 3 - Primes

Section 1^{re} — La prime de naissance

Art. 30 - Prime de naissance

Le Gouvernement octroie une prime de naissance qui s'élève à 1 144 euros.

Art. 31 - Conditions d'octroi

La prime de naissance est octroyée en faveur de chaque enfant qui a son premier domicile en région de langue allemande, et ce, une seule fois à l'occasion de sa naissance.

La prime de naissance est également octroyée s'il n'existe aucun droit aux allocations familiales, à condition qu'il s'agisse d'un enfant à propos duquel un acte de déclaration d'enfant sans vie a été établi par l'officier de l'état civil et que la mère de l'enfant a son domicile en région de langue allemande au moment de l'accouchement.

Art. 32 - Allocataires

Les personnes suivantes sont considérées, dans l'ordre suivant, comme allocataires de la prime de naissance :

1° la mère lorsque les parents sont de sexe différent ou tous deux de sexe féminin;

2° la personne la plus âgée si les parents sont de sexe masculin ou si les parents de sexe féminin n'ont pas eux-mêmes mis l'enfant au monde.

Art. 33 - Moment de la fixation du montant de la prime

Sans préjudice de l'application de l'article 51, alinéa 1^{er}, 2°, le montant de la prime de naissance est fixé au moment de la naissance.

Section 2 — La prime d'adoption

Art. 34 - Prime d'adoption

Le Gouvernement octroie une prime d'adoption qui s'élève à 1 144 euros.

Art. 35 - Conditions d'octroi

La prime d'adoption est octroyée à chaque enfant aux conditions suivantes :

1° il existe des documents qui expriment la volonté de l'adoptant ou de son conjoint d'adopter un enfant. Ces documents sont une requête déposée devant le tribunal compétent ou, à défaut de celle-ci, un acte d'adoption signé;

2° l'enfant a le même domicile que l'adoptant;

3° l'enfant a droit aux allocations familiales en vertu de l'article 6.

Lorsque l'enfant a le même domicile que l'adoptant à la date du dépôt de la requête ou, à défaut de celle-ci, à la date de la signature de l'acte, la condition mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 3°, doit être remplie à cette date.

Lorsque l'enfant n'a pas encore le même domicile que l'adoptant à la date du dépôt de la requête ou, à défaut de celle-ci, à la date de la signature de l'acte, la condition mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 3°, doit être remplie à la date à laquelle l'enfant a le même domicile que l'adoptant.

Art. 36 - Allocataires

Les personnes suivantes sont considérées, dans l'ordre suivant, comme allocataires de la prime d'adoption :

1° l'adoptant qui adopte seul l'enfant;

2° l'adoptant qui a été désigné comme allocataire par les deux adoptants lorsqu'il s'agit de plusieurs adoptants;

3° la mère adoptive si aucun choix mentionné au 2° n'est fait et qu'il s'agit de deux adoptants de sexe différent;

4° la personne la plus âgée si aucun choix mentionné au 2° n'est fait et qu'il s'agit de deux adoptants de même sexe.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles les adoptants mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 2°, font leur choix.

Art. 37 - Moment de l'octroi et critères d'exclusion

Le montant de la prime d'adoption accordé pour l'enfant adopté est celui d'application à la date du dépôt de la requête ou, à défaut de celle-ci, à la date de la signature de l'acte d'adoption. Si l'enfant n'a pas encore le même domicile que l'adoptant à cette date, le montant de la prime d'adoption est celui d'application à la date à laquelle l'enfant a le même domicile que l'adoptant.

Pour le même enfant, une seule prime d'adoption peut être octroyée dans le cadre de la même adoption.

La prime d'adoption n'est pas octroyée, si l'adoptant, son conjoint ou la personne avec laquelle il forme un ménage au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 9^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques a déjà reçu, pour le même enfant, une allocation de naissance ou une prime comparable de la part d'une autre entité fédérée ou d'un autre État à l'occasion de la naissance.

Chapitre 4 — *Évolution des prestations***Art. 38** - Modalités d'évolution

§ 1^{er} - À partir de 2020, les prestations familiales seront adaptées chaque année au mois de juillet :

1^o au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation fixé définitivement pour l'année budgétaire précédente, et ce, conformément aux modalités visées à l'article 38, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

2^o à un pourcentage de 25 % de la croissance réelle du produit intérieur brut par habitant fixée définitivement pour l'année budgétaire précédente.

§ 2 - Par dérogation au § 1^{er}, les montants des prestations restent inchangés si l'application du § 1^{er} implique un résultat négatif.

Dans ce cas, l'adaptation mentionnée au § 1^{er} a lieu l'année suivante sur la base des valeurs des années budgétaires précédentes et qui n'ont pas encore été prises en compte pour une adaptation.

§ 3 - Les valeurs données au § 1^{er} sont exprimées en unités, suivies de quatre chiffres. Le cinquième chiffre après la virgule est supprimé et, s'il atteint 5 au moins, donne lieu à l'augmentation d'une unité du chiffre précédent.

Lorsque par suite de l'application du § 1^{er}, les prestations familiales se terminent par une fraction de cent, celle-ci est arrondie au cent supérieur ou inférieur selon que cette fraction atteint ou non 0,5.

Chapitre 5 — *Procédure d'octroi et de recouvrement*Section 1^{re} — Dispositions communes**Art. 39** - Dérogation à la charte de l'assuré social

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent par dérogation à celles de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la « charte » de l'assuré social.

Section 2 — Demandes

Art. 40 - Introduction de la demande

Les prestations familiales sont octroyées soit d'office chaque fois que cela est matériellement possible, soit sur demande écrite à adresser au Gouvernement.

Le Gouvernement adresse ou remet au demandeur un accusé de réception ou la confirmation précisant que sa demande est examinée. Tout accusé de réception doit indiquer le délai prévu pour l'examen de la demande ainsi que le délai de prescription à considérer. Un paiement ou une demande de renseignements complémentaires valent accusé de réception.

Le Gouvernement détermine :

1^o ce qu'il y a lieu d'entendre par « matériellement possible »;

2^o le contenu des différentes demandes de prestations familiales;

3^o les modalités de l'examen d'office du droit;

4^o les modalités complémentaires relatives aux confirmations;

5^o les cas dans lesquels l'accusé de réception ne doit pas être délivré.

Art. 41 - Communication d'informations utiles

Sans préjudice des dispositions de l'article 45, le Gouvernement fournit au demandeur qui le requiert toutes les informations utiles concernant ses droits et obligations et lui communique, de sa propre initiative, toutes les informations complémentaires nécessaires à l'examen de sa demande ou au maintien de ses droits. Le Gouvernement doit en outre conseiller le demandeur sur l'exercice de ses droits ou l'accomplissement de ses obligations.

L'information mentionnée à l'alinéa 1^{er} :

1^o indique clairement des références du dossier traité;

2^o est précise et complète;

3^o est gratuite;

4^o est fournie dans un délai de quarante-cinq jours.

Le Gouvernement détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par « information utile » ainsi que les modalités d'application du présent article.

Art. 42 - Examen de la demande

Lors de l'examen d'une demande, le Gouvernement recueille de sa propre initiative toutes les informations lui permettant d'apprécier les droits du demandeur. À défaut, il les réclame auprès de celui-ci selon les modalités fixées par lui.

Si le demandeur ne transmet pas ces informations dans un délai d'un mois, une lettre de rappel lui est envoyée. Si, malgré le rappel qui lui est adressé, le demandeur reste, pendant plus d'un mois après l'envoi de celui-ci, en défaut de fournir les renseignements complémentaires demandés par le Gouvernement, celui-ci, après avoir accompli toute démarche utile en vue de l'obtention desdits renseignements, peut statuer en se basant sur les renseignements dont il dispose, sauf si le demandeur fait connaître un motif justifiant un délai de réponse plus long.

Art. 43 - Renouvellement de la demande

Après une décision administrative ou une décision judiciaire ayant force de chose jugée concernant une demande d'octroi d'une prestation familiale, une nouvelle demande peut être introduite dans les formes prévues pour la

demande initiale. Une nouvelle demande ne peut être déclarée fondée qu'au vu d'éléments de preuve nouveaux qui n'avaient pas été soumis antérieurement au Gouvernement ou à la juridiction compétente ou en raison d'une modification d'une disposition légale, décrétable ou réglementaire ou en raison d'un changement dans la situation du demandeur.

Section 3 — Décisions

Art. 44 - Délai pour la prise de décision

Le Gouvernement statue au plus tard dans les quatre mois suivant la réception de la demande mentionnée à l'article 40 ou suivant le fait mentionné au même article et donnant lieu à l'examen d'office du droit.

Si, dans ce délai, le Gouvernement ne peut prendre de décision, il en informe le demandeur en lui faisant connaître les raisons. Le délai de prise de décision n'en est pas prolongé.

Si la demande nécessite l'intervention d'une institution qui relève de la compétence d'une autre entité territoriale, cette intervention sera effectuée par le Gouvernement. Le demandeur en sera informé.

Le délai de prise de décision est suspendu tant que le demandeur ou une institution qui relève de la compétence d'une autre entité territoriale n'ont pas fourni au Gouvernement tous les renseignements demandés, nécessaires pour prendre la décision.

Art. 45 - Notification des décisions

Le Gouvernement fait connaître aux personnes concernées, au plus tard au moment de l'exécution, toute décision les concernant.

Sans préjudice de l'application d'autres dispositions légales, décrétables ou réglementaires, la notification s'opère par un écrit au demandeur.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités et les délais de notification;
- 2° les cas dans lesquels la notification ne doit pas avoir lieu ou dans lesquels elle se fait au moment de l'exécution;
- 3° les cas dans lesquels la notification se fait par lettre recommandée à la poste.

Art. 46 - Mode de calcul

Les décisions d'octroi d'une prestation familiale, d'une prestation familiale complémentaire, de régularisation d'une prestation familiale ou de refus d'une prestation familiale, qui portent sur des sommes d'argent, mentionnent le mode de calcul de celles-ci.

Le Gouvernement détermine les mentions obligatoires devant figurer sur les formulaires de paiement.

Art. 47 - Exigences relatives au contenu des décisions

§ 1^{er} - Les notifications de décisions d'octroi ou de refus de prestations familiales doivent contenir les mentions suivantes :

- 1° la possibilité d'intenter un recours devant la juridiction compétente;
- 2° l'adresse des juridictions compétentes;
- 3° le délai et les modalités à respecter pour intenter un recours;
- 4° le contenu des articles 728 et 1017 du Code judiciaire;
- 5° les références du dossier et les données du collaborateur ou du service qui gère celui-ci;
- 6° la possibilité d'obtenir toute explication sur la décision auprès du service qui gère le dossier ou d'un service d'information désigné à cette fin.

Si la notification ne contient pas les mentions prévues à l'alinéa 1^{er}, le délai de recours mentionné à l'article 75 ne commence pas à courir.

§ 2 - La notification des décisions de répétition de l'indu doit contenir, outre les mentions du § 1^{er}, les indications suivantes :

- 1° la constatation de l'indu;
- 2° le montant total de l'indu, ainsi que le mode de calcul;
- 3° le contenu et les références des dispositions en infraction desquelles les paiements ont été effectués;
- 4° le délai de prescription pris en considération;
- 5° le cas échéant, la possibilité pour le Gouvernement de renoncer à la répétition de l'indu et à la procédure à suivre afin d'obtenir cette renonciation;
- 6° la possibilité de soumettre une proposition motivée en vue d'un remboursement étalé.

Si la décision ne contient pas les mentions prévues à l'alinéa 1^{er}, le délai de recours mentionné aux articles 75 et 76 ne commence pas à courir.

Art. 48 - Décisions irrégulières

Lorsqu'il est constaté que la décision est entachée d'une erreur de droit ou matérielle, le Gouvernement prend, de sa propre initiative, une nouvelle décision produisant ses effets à la date à laquelle la décision irrégulière aurait dû prendre effet, et ce, sans préjudice des dispositions légales applicables en matière de prescription.

Sans préjudice de l'article 49, la nouvelle décision produit ses effets, en cas d'erreur due au Gouvernement, à partir du mois suivant la notification, si le droit à la prestation familiale est inférieur à celui reconnu initialement.

L'alinéa 2 ne s'applique pas si le demandeur :

- 1° sait ou devait savoir qu'il n'a pas ou plus droit au montant total d'une prestation;
- 2° s'il n'a pas fourni toutes les explications découlant de ses anciennes obligations ou d'une disposition légale, décrétable ou réglementaire.

Art. 49 - Retrait et révision des décisions

Sans préjudice des dispositions légales applicables en matière de prescription, le Gouvernement peut retirer sa décision et en prendre une nouvelle dans le délai d'introduction d'une action en justice ou d'un recours devant la juridiction compétente ou, si une action en justice ou un recours ont déjà été introduits, jusqu'à la clôture des débats lorsque :

- 1° à la date de la prise en cours de la prestation, le droit a été modifié par une disposition légale, décrétable ou réglementaire;

2° un fait nouveau ou des éléments de preuve nouveaux ayant une incidence sur les droits du demandeur sont invoqués en cours d'instance.

Section 4 — De la liquidation

Art. 50 - Modalités de liquidation

§ 1^{er} - Compte tenu de l'application de l'article 44, les prestations familiales sont payables dans le courant du mois suivant celui auquel elles se rapportent.

Afin que la liquidation ne soit ni interrompue, ni retardée, le Gouvernement peut prévoir le paiement des prestations familiales comme avance et la régularisation des comptes.

Le Gouvernement détermine la date de liquidation des allocations familiales.

§ 2 - Les prestations sont liquidées par virement sur un compte de l'allocataire auprès d'un établissement de crédit comme défini à l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit. Le Gouvernement peut fixer des dérogations aux modalités de liquidation.

Concernant le compte mentionné à l'alinéa 1^{er}, il s'agit d'un compte qui a été ouvert au nom de l'allocataire ou au nom de l'allocataire et d'une autre personne.

Art. 51 - Modalités de liquidation spécifiques

Par dérogation à l'article 50, § 1^{er}, les modalités de liquidation spécifiques suivantes s'appliquent :

1° dans le cas mentionné à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, aucune prestation n'est liquidée à l'institution s'il s'agit d'un placement à charge de la Communauté germanophone en application de la réglementation relative à la protection de la jeunesse ou à l'aide à la jeunesse;

2° la liquidation de la prime de naissance mentionnée à l'article 30 peut déjà être demandée à partir du sixième mois de grossesse. À condition que la future mère ait, à ce moment, son domicile en région de langue allemande, la prime de naissance peut être liquidée en tant qu'avance deux mois avant la date présumée de la naissance, mentionnée sur le certificat médical annexé à la demande. Le Gouvernement détermine la procédure d'une telle demande.

Par dérogation à l'article 50, § 2, les prestations sont versées sur le compte de la personne qui perçoit les prestations familiales en raison d'un jugement qui n'a pas été rendu en application de l'article 55. Le paiement sur le compte de ladite personne n'a aucune influence sur la qualité de l'allocataire d'origine.

Art. 52 - Liquidation tardive

Si la liquidation des prestations familiales n'intervient pas au moment prévu à l'article 50, le Gouvernement en informe le demandeur, sans préjudice du droit de ce dernier à porter l'affaire devant la juridiction compétente, et motive ledit retard.

Tant que le paiement n'a pas lieu, le demandeur est informé des raisons de ce retard tous les quatre mois.

Art. 53 - Suspension de la liquidation

Sans préjudice du droit au recouvrement mentionné à l'article 57, la liquidation peut être suspendue en cas d'indices sérieux et concordants laissant croire que les informations données par le demandeur en vue d'obtenir les prestations résultent de fraude, de dol ou de manœuvres frauduleuses ou sont fausses. La suspension pourra opérer aussi longtemps que la suspicion n'aura pu être écartée, sans excéder six mois, le délai étant renouvelable une fois.

Art. 54 - Décompte de prestations familiales étrangères

Sans préjudice des dispositions des conventions internationales et règlements européens en matière de sécurité sociale en vigueur en région de langue allemande, le montant des prestations familiales est réduit à concurrence du montant des prestations de même nature auxquelles il peut être prétendu en faveur d'un enfant bénéficiaire en application d'autres dispositions légales ou réglementaires étrangères ou en vertu des règles applicables au personnel d'une institution de droit international public, même si l'octroi de ces prestations est qualifié de complémentaire en vertu des dispositions ou des règles précitées par rapport aux prestations familiales accordées en application du présent décret.

Ladite réduction ne s'applique pas lorsqu'il peut être prétendu à des prestations de même nature en faveur d'un enfant bénéficiaire en vertu des règles statutaires applicables aux fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne.

Le Gouvernement détermine :

1° la différence des prestations familiales qui doit être versée à titre de provision dans les cas où le montant des prestations familiales étrangères n'est pas encore connu;

2° les institutions de droit international public dont les dispositions statutaires applicables à leur personnel sont assimilées aux dispositions statutaires mentionnées à l'alinéa 2.

Art. 55 - Recours contre la liquidation à l'allocataire

Si l'intérêt de l'enfant l'exige, l'enfant majeur, chaque parent, l'adoptant, le tuteur officieux, le tuteur, le curateur, l'administrateur ou l'assuré social, selon le cas, peut faire opposition à la liquidation à l'allocataire mentionné à l'article 28, conformément à l'article 572bis, 8°, du Code judiciaire.

Art. 56 - Dépassement du délai de prise de décision

Si la décision mentionnée à l'article 44 n'est pas prise dans le délai précisé au même article pour une raison imputable au Gouvernement, les prestations portent intérêt de plein droit pour les demandeurs bénéficiaires, au plus tard au terme dudit délai de prise de décision et au plus tôt à partir de la date de leur exigibilité. Le taux d'intérêt applicable s'élève à sept pourcent par an sur les prestations dues.

Les intérêts dus de plein droit, mentionnés à l'alinéa 1^{er}, ne sont pas dus sur la différence entre, d'une part, le montant des avances versées parce que le Gouvernement ne disposait pas des informations nécessaires pour prendre une décision définitive et, d'autre part, le montant qui découle de la décision définitive, si ces avances s'élèvent à nonante pour cent ou plus du montant dû sur la base de la décision définitive.

Les intérêts mentionnés à l'alinéa 1^{er} ne sont pas dus lorsque des avances sont versées et que la décision définitive dépend d'informations qui doivent être fournies par le demandeur lui-même ou par une institution qui relève de la compétence d'une autre entité fédérée.

Section 5 — Recouvrement

Art. 57 - Conditions

Si le Gouvernement constate que les prestations familiales ont été indûment liquidées, il en exige le recouvrement. Les prestations sont considérées comme indûment liquidées lorsque :

- 1° les informations communiquées ayant permis l'obtention desdites prestations sont frauduleuses ou fausses;
- 2° l'allocataire a reçu lesdites prestations en vertu du présent décret alors qu'il ne relève pas ou plus de son champ d'application.

Art. 58 - Procédure

Compte tenu de l'article 1410, § 4, du Code judiciaire, les prestations familiales sont recouvrées en déduction des prestations encore à liquider en tout ou partie.

Si les montants ne peuvent pas être remboursés conformément à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement engage à l'encontre de l'allocataire une procédure judiciaire à des fins de répétition desdits montants.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités de l'invitation au remboursement;
- 2° les modalités et les délais pour l'entame d'une procédure judiciaire.

Art. 59 - Non-recouvrement

§ 1^{er} - Lorsque le recouvrement des sommes indues s'avère impossible techniquement, le Gouvernement peut, dans les cas fixés par lui, déclarer les montants indus correspondants comme étant non recouvrables.

§ 2 - Si les frais de recouvrement des sommes indues s'avère trop onéreux par rapport au montant des sommes à recouvrer, le Gouvernement peut, dans les limites fixées par lui, renoncer à toute poursuite en vue de la perception de ces sommes soit par voie judiciaire, soit par voie d'exécution forcée et déclarer les montants indus correspondants comme étant non recouvrables.

Le Gouvernement peut renoncer à la récupération de sommes modiques, dans les limites fixées par lui, lorsqu'il n'est pas possible de procéder à la récupération de ces sommes par voie de retenues sur des allocations familiales encore à liquider.

§ 3 - Pour des raisons sociales, le Gouvernement peut déclarer les montants indus comme étant non recouvrables en tout ou partie si :

- 1° le demandeur introduit une demande de renonciation au recouvrement;
- 2° le montant indu ne résulte pas d'une fraude, d'un dol, de manœuvres frauduleuses ou d'un manquement dans le chef du demandeur, tel que mentionné à l'article 48, alinéa 3;
- 3° les revenus disponibles du ménage du demandeur ne dépassent pas un plafond. Le Gouvernement détermine ce plafond et les modalités de vérification de cette condition.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut, dans des cas graves déterminés par lui, déclarer des montants indus comme étant non recouvrables en tout ou partie si la condition mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 3°, n'est pas remplie.

§ 4 - Sauf en cas de fraude, de dol ou de manœuvres frauduleuses, les montants indus sont déclarés d'office comme étant non recouvrables si la personne à laquelle ils ont été payés est décédée et que le recouvrement n'avait pas encore été notifié au moment de son décès.

Art. 60 - Intérêts

Les prestations payées indûment portent intérêt de plein droit à partir du paiement, si le paiement indu résulte de fraude, de dol ou de manœuvres frauduleuses de la part du demandeur. Le taux d'intérêt applicable s'élève à sept pour cent par an sur les prestations indûment payées.

Section 6 — Confidentialité et protection des données

Art. 61 - Confidentialité

Sans préjudice de dispositions légales, décrétales ou règlementaires spécifiques, le Gouvernement et les autres personnes parties prenantes à l'exécution du présent décret et de ses dispositions d'exécution sont tenus de traiter confidentiellement les données qui leur sont confiées dans le cadre de l'exercice de leur mission.

Art. 62 - Traitement des données à caractère personnel

§ 1^{er} - Sans préjudice de l'article 63, le Gouvernement est responsable du traitement des données à caractère personnel mentionné dans la présente section au sens de l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 2 - Le Gouvernement traite des données à caractère personnel en vue d'exercer les missions fixées par le présent décret. Il ne peut utiliser les données collectées à d'autres fins que l'exercice desdites missions.

Le Gouvernement détermine les modalités et conditions-cadres pour l'exécution des missions mentionnées dans la présente section, y compris d'éventuelles dispositions procédurales.

§ 3 - Le traitement de données à caractère personnel s'opère dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 63 - Traitement de données relatives à la santé

Le traitement de données relatives à la santé s'opère dans le respect du secret médical et de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient.

Art. 64 - Catégories de données

Conformément à l'article 62, § 2, le Gouvernement peut traiter toutes les données personnelles des catégories suivantes qui sont appropriées, utiles et proportionnées :

- 1° les données relatives à l'identité et les coordonnées du demandeur, de l'enfant, de l'allocataire, de l'assuré social et des membres de la famille;
- 2° les données relatives à la fréquentation scolaire ou à la formation de l'enfant;
- 3° les données relatives à la situation socioprofessionnelle des personnes mentionnées au 1°;
- 4° les données relatives à la situation familiale des personnes mentionnées au 1°;
- 5° les données relatives à la situation sociale et financière des personnes mentionnées au 1°;
- 6° les données relatives à la santé physique et psychique de l'enfant;

7° les données du bénéficiaire particulièrement dignes d'être protégées, mentionnées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

8° les données judiciaires relatives aux personnes mentionnées au 1°.

Art. 65 - Utilisation de données pour établir des analyses et statistiques

En principe, le Gouvernement recourt de préférence à des données anonymes pour établir des analyses et statistiques en application du présent décret.

Si les données anonymes mentionnées à l'alinéa 1^{er} ne permettent pas d'établir des analyses et statistiques détaillées, le recours à des données à caractère personnel cryptées est autorisé.

Si les données à caractère personnel cryptées mentionnées à l'alinéa 2 ne permettent pas d'établir des analyses et statistiques détaillées, le recours à des données à caractère personnel non cryptées est autorisé.

Pour l'application des alinéas 2 et 3, le Gouvernement mentionne dans la déclaration de traitement les raisons pour lesquelles le traitement de données à caractère personnel anonymes ou cryptées, selon le cas, ne permet pas d'établir les analyses et statistiques mentionnées à l'alinéa 1^{er} ou 2, selon le cas.

Art. 66 - Durée du traitement des données

Les données ne peuvent être conservées, sous une forme qui permet l'identification des personnes concernées, plus longtemps que nécessaire pour réaliser les objectifs pour lesquels elles sont traitées. Sans préjudice des dispositions relatives à l'archivage, elles sont détruites au plus tard au terme de ce délai.

Chapitre 6 — *Dispositions de contrôle, dispositions pénales et dispositions en matière de prescription*

Section 1^{re} — Contrôle

Art. 67 - Inspecteurs

Le Gouvernement désigne, parmi les fonctionnaires et les agents du Ministère, les inspecteurs qui sont habilités à surveiller l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution et à rechercher et constater par procès-verbal les infractions mentionnées aux articles 70 à 72. Il peut leur reconnaître la qualité d'officier de police judiciaire pour l'exercice de ces tâches.

Art. 68 - Pouvoirs des inspecteurs

Les infractions aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées conformément aux dispositions du Code pénal social.

Sans préjudice des obligations et compétences d'autres officiers de police judiciaire désignés en vertu d'autres dispositions légales, les inspecteurs disposent des pouvoirs visés aux articles 23 à 42 du Code pénal social lorsqu'ils agissent d'office ou sur demande dans le cadre de leur mission d'information, de conseil et de surveillance en vue du respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 69 - Protection de la vie privée

Sans préjudice des dispositions fixées au chapitre 5, section 6, les inspecteurs sont tenus de prendre les mesures nécessaires afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel dont ils ont pris connaissance dans le cadre de l'exercice de leur fonction. Ils garantissent également que lesdites données seront utilisées uniquement à des fins nécessaires à l'exercice de leur mission de surveillance.

Section 2 — Dispositions pénales

Art. 70 - Faux et usage de faux en écriture

Est passible d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6 000 euros ou d'une de ces peines seulement ou d'une amende administrative de 300 à 3 000 euros quiconque, dans le but, d'obtenir ou de faire obtenir, de conserver ou de faire conserver un paiement de prestations familiales indu :

1° a commis un faux en écriture, soit par fausses signatures, soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures, soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges ou par leur insertion dans un acte, soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que cet acte avait pour objet de recevoir ou de constater;

2° a fait usage d'un acte faux ou d'une pièce fautive;

3° a commis un faux, en introduisant dans un système informatique, en modifiant ou en effaçant des données, qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, ou en modifiant par tout moyen technologique l'utilisation possible de données dans un système informatique, et par là, a modifié la portée juridique de telles données;

4° a fait usage des données ainsi obtenues, tout en sachant que celles-ci étaient fausses.

Art. 71 - Déclarations inexactes ou incomplètes

Est puni conformément à l'article 70 quiconque a sciemment et volontairement :

1° fait une déclaration inexacte ou incomplète pour obtenir ou faire obtenir, pour conserver ou faire conserver un paiement de prestations familiales indu;

2° omis ou refusé de faire une déclaration à laquelle il est tenu ou de fournir les informations qu'il est tenu de donner pour obtenir ou faire obtenir, pour conserver ou faire conserver un paiement de prestations familiales indu;

3° reçu une prestation familiale à laquelle il n'a pas droit ou n'a que partiellement droit à la suite d'une déclaration mentionnée au 1°, de l'omission ou du refus de faire une déclaration ou de fournir des informations visées au 2°, ou d'un acte visé à l'article 70.

Art. 72 - Escroquerie

Est puni conformément à l'article 70 quiconque, dans le but d'obtenir ou de faire obtenir, de conserver ou de faire conserver un paiement de prestations familiales indu, a fait usage de faux noms, de faux titres ou de fausses adresses, ou a recouru à toute manœuvre frauduleuse pour faire croire à l'existence d'une fausse personne, d'une fausse institution ou de tout autre événement fictif ou pour abuser d'une autre manière de la confiance.

Art. 73 - Décimes additionnels

Les décimes additionnels mentionnés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales s'appliquent aux amendes administratives mentionnées dans la présente section.

En cas d'amende administrative, le Gouvernement mentionne, dans sa décision, la multiplication en vertu de la loi précitée du 5 mars 1952 ainsi que le montant résultant de cette augmentation.

Art. 74 - Règles applicables en cas de sanction des infractions

En cas de sanction des infractions mentionnées dans la présente section, les dispositions du Livre I^{er}, Titre 6, chapitres 3 et 4, du Code pénal social s'appliquent.

*Section 3 — Prescription***Art. 75** - Délai de prescription pour la réclamation des prestations familiales

§ 1^{er} - Les demandes et actions en justice de personnes à qui les prestations familiales reviennent ou doivent être versées sont introduites dans un délai de cinq ans prenant cours le premier jour du mois lors duquel le droit est ouvert.

§ 2 - Sans préjudice des causes prévues au Code civil, le délai de prescription est également interrompu par l'envoi d'une demande ou d'une réclamation par courrier postal, fax ou courrier électronique au Gouvernement ou par le dépôt d'une telle demande ou réclamation auprès de celui-ci. L'interruption se produit à la date du pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi, ou, à défaut de celui-ci, à celle fixée par l'accusé de réception établi par le Gouvernement à l'attention de la personne qui demande ou réclame ces prestations.

L'interruption est valable pour cinq ans. Elle peut être renouvelée.

Art. 76 - Délai de prescription pour le recouvrement des prestations familiales

Le recouvrement de prestations familiales indûment payées ne peut être réclamé après l'expiration d'un délai de cinq ans prenant cours le premier jour du mois lors duquel la liquidation a été effectuée.

Sans préjudice des causes prévues par le Code civil, la prescription est interrompue par la réclamation des paiements indus notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste.

*Chapitre 7 — Le conseil pour les prestations familiales***Art. 77** - Création

Un conseil pour les prestations familiales est créé.

Art. 78 - Missions

Le conseil a pour missions :

1° d'émettre des avis de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement;

2° d'observer l'évolution des prestations familiales tant en Belgique qu'à l'étranger;

3° d'élaborer des propositions en vue d'optimiser les prestations familiales;

4° d'enquêter sur les répercussions des prestations familiales sur la situation des familles et notamment sur la pauvreté chez les enfants.

Le Gouvernement demande l'avis du conseil en ce qui concerne tout avant-projet de décret ou d'arrêté relatif aux prestations familiales. Le conseil émet son avis dans les trente jours suivant la réception de la demande. S'il prend cours ou expire entre le 1^{er} juillet et le 31 août, ledit délai est prolongé de plein droit de quinze jours. Au terme de ce délai, le Gouvernement peut adopter le projet sans ledit avis. Si le conseil rend son avis dans le délai imparti à propos d'un avant-projet de décret, le Gouvernement le joint au projet de décret déposé au Parlement.

Le Parlement de la Communauté germanophone peut, par l'intermédiaire de son président, demander un avis au conseil. Celui-ci transmet cet avis au demandeur dans le délai fixé par le Parlement.

Art. 79 - Composition

§ 1^{er} - Sont membres du conseil avec voix délibérative :

1° six représentants du Conseil économique et social de la Communauté germanophone, dont trois représentants des organisations représentatives des travailleurs et trois représentants des organisations interprofessionnelles d'employeurs qui ont leur siège social en Communauté germanophone;

2° trois représentants des organisations qui défendent les intérêts des familles en Communauté germanophone.

Font également partie du conseil, avec voix consultative :

1° un représentant du Ministre compétent en matière de Prestations familiales;

2° un représentant du Ministère de la Communauté germanophone.

3° un représentant de l'Office de la Communauté germanophone pour une vie autodéterminée.

Le Gouvernement assure la rédaction des procès-verbaux relatifs aux séances du conseil.

§ 2 - Parmi ses membres ayant voix délibérative, le conseil élit un président et un président suppléant pour la durée du mandat.

§ 3 - Le Gouvernement désigne les membres effectifs du conseil et un suppléant pour chacun d'eux.

Les membres mentionnés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont désignés sur la proposition des différentes organisations représentées au sein du conseil. Le membre mentionné au § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, est désigné sur la proposition de l'Office de la Communauté germanophone pour une vie autodéterminée.

Le mandat des membres dure cinq ans et est renouvelable.

À la demande de l'organisation concernée, le Gouvernement peut mettre fin anticipativement au mandat d'un membre et désigner un nouveau, lequel poursuit le mandat de son prédécesseur.

Art. 80 - Fonctionnement

§ 1^{er} - Le conseil siège pour la première fois au plus tard deux mois après la désignation de ses membres.

Dans les deux mois de cette première réunion, le conseil se dote d'un règlement d'ordre intérieur qui doit être approuvé par le Gouvernement. Ce règlement d'ordre intérieur règle les détails du fonctionnement du conseil.

§ 2 - Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix émises par les membres présents. Le conseil peut délibérer lorsque la moitié de ses membres au moins est présente, dont au moins un représentant de chacune des organisations mentionnées à l'article 79, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Si le conseil ne peut délibérer valablement, le président convoque une seconde réunion au cours de laquelle le conseil pourra délibérer valablement indépendamment des conditions mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3 - Pour remplir ses missions, le conseil peut inviter à ses réunions des spécialistes qui y participeront avec voix consultative. En outre, le conseil peut instituer des groupes de travail.

Art. 81 - Rapport

En fin d'année calendrier, le conseil rédige un rapport portant sur ses activités au cours de l'année écoulée et le transmet simultanément au Parlement et au Gouvernement.

Art. 82 - Indemnités

Les membres du conseil ayant voix délibérative ainsi que les spécialistes qui, en application de l'article 80, § 3, assistent aux réunions, ont droit à des jetons de présence et à des indemnités de déplacement conformément aux dispositions fixées par le Gouvernement.

Chapitre 8 — *Dispositions diverses***Art. 83** - Soutien pour naissances multiples

Aux conditions fixées par lui, le Gouvernement peut octroyer un soutien pour naissances multiples aux personnes qui sont chargées de l'éducation d'au moins trois enfants de moins de trois ans si :

- 1° ces enfants ont le même domicile en région de langue allemande;
- 2° la différence d'âge entre trois de ces enfants est inférieure à 18 mois.

Le soutien pour les naissances multiples peut prendre la forme soit d'aides financières, soit d'une prise en charge totale ou partielle des frais lors du recours à des services.

Chapitre 9 — *Dispositions finales*Section 1^{re} — *Dispositions modificatives et abrogatoires***Art. 84** - Disposition modificative

L'article 15, c), des lois coordonnées du 5 octobre 1948 sur les pensions de réparation, modifié par les lois des 11 juillet 1973, 17 juillet 1975 et 7 juin 1989, est abrogé.

Art. 85 - Disposition modificative

À l'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés, modifié par la loi du 13 juillet 1970, les mots « , compléments d'allocations familiales et une indemnité de naissance » sont abrogés.

Art. 86 - Disposition modificative

À l'article 3 de la même loi, modifié par la loi du 13 juillet 1970, les mots « , compléments d'allocations familiales et une indemnité de naissance » sont abrogés.

Art. 87 - Disposition modificative

Le chapitre III de la même loi, comportant les articles 22 à 29 et modifié par les lois des 13 juillet 1970 et 17 octobre 1986, est abrogé.

Art. 88 - Disposition modificative

Le chapitre IV de la même loi, comportant les articles 30 à 33 et modifié par les lois des 13 juillet 1970 et 17 octobre 1986, est abrogé.

Art. 89 - Disposition modificative

Dans l'intitulé du chapitre V, section 3, les mots « et aux majorations » sont abrogés.

Art. 90 - Disposition modificative

À l'article 41 de la même loi, modifié par les lois des 13 juillet 1970 et 22 décembre 1989, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et les compléments d'allocations familiales » sont abrogés;
- 2° dans le § 4, les mots « et les compléments d'allocations familiales » sont abrogés;
- 3° dans le § 5, les mots « et les compléments d'allocations familiales » sont abrogés;
- 4° dans le § 6, alinéa 1^{er}, les mots « et les compléments d'allocations familiales, à l'exception des indemnités de naissance » sont abrogés.

Art. 91 - Disposition modificative

L'article 6, § 4, de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, modifié en dernier lieu par la loi du 18 mai 1989, est abrogé.

Art. 92 - Disposition modificative

L'article 14, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 23 décembre 1970, est abrogé.

Art. 93 - Disposition modificative

Les articles 14*bis*, modifié par la loi du 23 décembre 1970, et 18, modifié par la loi du 27 mai 1969, de la même loi sont abrogés.

Art. 94 - Disposition modificative

À l'article 15, § 3, de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, modifié par la loi du 27 décembre 2006, les mots « ainsi que, pour autant que ces agents ne puissent prétendre à ces prestations familiales à charge de la caisse spéciale visée à l'article 32 des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, des allocations familiales et des allocations de naissance, » sont abrogés.

Art. 95 - Disposition modificative

À l'article 572*bis* du Code judiciaire du 10 octobre 1967, inséré par la loi du 30 juillet 2013 et modifié par les lois des 8 mai 2014, 19 mars 2017 et 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° des litiges relatifs à la détermination du ou des allocataire(s) des allocations familiales, ainsi qu'aux demandes et aux recours en opposition au paiement des allocations familiales à l'allocataire, sauf si le tribunal de la jeunesse a été saisi de l'affaire en vertu de l'article 29 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait; »;

2° les 14° et 15° sont abrogés.

Art. 96 - Disposition modificative

À l'article 580 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 20 juillet 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1°, les mots « de prestations familiales, » sont abrogés;

2° dans le 8°, le *b*) est remplacé par ce qui suit :

« *b*) le décret du 23 avril 2018 relatif aux prestations familiales, à l'exception des litiges relatifs à la détermination du ou des allocataire(s) des allocations familiales, ainsi qu'aux demandes et aux recours en opposition au paiement des allocations familiales à l'allocataire; ».

Art. 97 - Disposition modificative

À l'article 594 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° en cas de tutelle concernant les litiges relatifs à la détermination du ou des allocataire(s) des allocations familiales, ainsi qu'aux demandes et aux recours en opposition au paiement des allocations familiales à l'allocataire, sauf si le tribunal de la jeunesse est saisi de l'affaire en vertu de l'article 29 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse; »

2° le 9° est abrogé.

Art. 98 - Disposition modificative

L'article 6 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés est abrogé.

Art. 99 - Disposition modificative

L'article 21, § 1^{er}, 6°, de la même loi, modifié par les lois des 8 août 1997 et 24 décembre 2002, est abrogé.

Art. 100 - Disposition modificative

Dans l'article 37^{quater}, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2006, les mots « et allocations familiales » sont abrogés.

Art. 101 - Disposition modificative

L'article 6^{bis}, § 2, du décret du 9 mai 1988 relatif au Fonds pour une aide spécifique aux enfants et aux jeunes, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mars 2015, est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° prise en charge des aides financières en application des articles 33.1 et 33.2 du décret du 19 mai 2008 relatif à l'aide à la Jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse. »

Art. 102 - Disposition modificative

L'article 33 de la loi-programme du 20 juillet 2006, modifié par la loi du 28 juin 2013, est abrogé.

Art. 103 - Disposition modificative

L'article 162, alinéa 1^{er}, 2°, du Code pénal social, remplacé par la loi du 25 avril 2014, est abrogé.

Art. 104 - Disposition modificative

Dans l'article 163, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, les mots « , aux lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939 » sont abrogés.

Art. 105 - Disposition modificative

Dans l'article 219, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, le *a*) est abrogé.

Art. 106 - Disposition modificative

Dans l'article 223 du même Code, le § 2 est abrogé.

Art. 107 - Disposition modificative

Dans le chapitre IV du décret du 19 mai 2008 relatif à l'aide à la jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse, modifié en dernier lieu par le décret du 20 février 2017, il est inséré, entre les sections 9 et 10, une section 9.1, qui comporte les articles 33.1 et 33.2, rédigée comme suit :

« *Section 9.1 - Aide financière*

Art. 33.1 - Le Gouvernement peut, aux conditions fixées par lui, octroyer une aide financière aux jeunes qui, dans le cadre du présent décret, sont placés en famille d'accueil ou bénéficient d'un encadrement résidentiel, et ce, pendant la durée de leur placement afin de favoriser leur intégration au moment de leur majorité.

Art. 33.2 - Si nécessaire, le Gouvernement peut, aux conditions fixées par lui, octroyer un soutien financier aux parents biologiques de jeunes qui, dans le cadre du présent décret, sont placés en famille d'accueil ou bénéficient d'un encadrement résidentiel, afin de favoriser le maintien des contacts avec leurs enfants. »

Art. 108 - Disposition modificative

Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 21 mai 1964 portant coordination des lois relatives au personnel d'Afrique, modifié par la loi du 22 juillet 1969, les alinéas 8, 9 et 12 sont abrogés.

Art. 109 - Disposition abrogatoire

Dans l'article 25, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par la loi du 22 juillet 1969, les alinéas 1^{er}, 2 et 4 sont abrogés.

Art. 110 - Disposition abrogatoire

Sont abrogés :

1° la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales, modifiée en dernier lieu par l'accord de coopération du 14 juillet 2016;

2° la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifiée en dernier lieu par l'accord de coopération du 17 juin 2016;

3° l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifié en dernier lieu par l'accord de coopération du 14 juillet 2016;

4° l'arrêté royal du 26 octobre 2004 portant exécution des articles 42*bis* et 56, § 2, de la loi générale relative aux allocations familiales, modifié en dernier lieu par l'accord de coopération du 14 juillet 2016;

5° l'arrêté royal du 20 juillet 2006 instituant une majoration des suppléments d'âge visés aux articles 44 et 44*bis* des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties;

6° l'arrêté du Gouvernement du 28 octobre 2016 portant création d'un Conseil pour les prestations familiales.

Section 2 — Dispositions transitoires

Art. 111 - Disposition transitoire

§ 1^{er} - Pour tous les enfants dont les prestations suivantes pour décembre 2018 sont payées à la même personne, un montant est calculé, au cas par cas, en additionnant :

1° les montants mensuels mentionnés aux articles 40 à 50*bis* de la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales;

2° les suppléments mentionnés aux articles 41, 42*bis*, 44, 44*ter*, 47, § 2, et 50*ter* de la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales;

3° les prestations familiales mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 9, 1°, 2° et 7°, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties;

4° les forfaits spéciaux mentionnés à l'article 10, § 3, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties;

5° les montants et les suppléments mentionnés aux 1° et 2°, si ceux-ci ont été octroyés en application de l'article 15, c), des lois coordonnées du 5 octobre 1948 sur les pensions de réparation;

6° le complément d'allocations familiales mentionné à l'article 23 de la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés;

7° les indemnités mentionnées aux articles 6, § 4, et 14, § 1^{er}, de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit;

8° les prestations familiales octroyées en vertu de l'article 15, § 3, de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit;

9° les prestations accordées en vertu de l'article 3, alinéa 8, de l'arrêté royal du 21 mai 1964 portant coordination des lois relatives au personnel d'Afrique;

10° les montants et les suppléments mentionnés aux 1° et 2°, si ceux-ci ont été octroyés en application de l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'État ainsi qu'aux membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des corps de police locale.

Si les prestations mentionnées à l'alinéa 1^{er} sont payées à une institution ou administration et à une personne physique en application de l'article 70 de la loi générale du 19 décembre 1939, ces prestations sont censées, pour l'établissement du montant mentionné à l'alinéa 1^{er}, avoir été liquidées à la personne physique à laquelle le solde mentionné à l'article 70 de la même loi a été payé pour décembre 2018.

§ 2 - Le montant déterminé conformément au § 1^{er} est payé à l'allocataire ou aux allocataires des allocations familiales défini(s) conformément à l'article 28.

Ce montant n'est pas soumis aux modalités d'évolution fixées à l'article 38.

Ce montant est payé en lieu et place des prestations mentionnées aux articles 8, 17, 19, 23 et 25, et ce, jusqu'à ce que l'une des situations suivantes apparaisse :

1° la somme des prestations mentionnées aux articles 8, 17, 19, 23 et 25 auxquelles les enfants mentionnés au § 1^{er} ont droit est plus avantageuse que le montant déterminé au § 1^{er};

2° les allocations familiales ne sont plus payées pour tous les enfants pour lesquels le montant mentionné au § 1^{er} a été déterminé, ou plus uniquement pour ces enfants à un seul allocataire.

Dès que l'une des situations mentionnées à l'alinéa 3 se présente, les prestations visées aux articles 8, 17, 19, 23 et 25 sont liquidées conformément aux modalités fixées dans le présent décret.

Pour l'application de l'alinéa 3, 2° :

1° seule la personne mentionnée à l'article 28, § 2, est considérée comme allocataire en cas d'application de l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 1°;

2° les enfants pour lesquels un montant a été calculé conformément à l'article 114 ne sont pas pris en compte.

Art. 112 - Disposition transitoire

Les enfants qui, au 31 décembre 2018, suivent l'une des formations ou l'un des cours mentionnés aux articles 1^{er}, 2, 3 ou 4 de l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation, sont à considérer de manière provisoire comme suivant une formation au sens de l'article 9, § 3, et ce, même si ladite formation ou ledit cours ne sont plus à entendre comme formation au sens de l'article 9, § 3, au 1^{er} janvier 2019.

La disposition transitoire mentionnée à l'alinéa 1^{er} est valable pour la durée pendant laquelle l'enfant est, au 31 décembre 2018, inscrit pour la formation ou le cours mentionnés aux articles 1^{er}, 2, 3 ou 4 de l'arrêté royal du 10 août 2005 et au plus tard, jusqu'au 30 septembre 2019.

Art. 113 - Disposition transitoire

Pour les enfants qui, au 31 décembre 2018, ont droit aux allocations familiales uniquement en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 5, de la loi générale relative aux allocations familiales, la période de 12 mois fixée conformément à l'article 10 prend cours le jour à partir duquel ils avaient droit auxdites allocations en vertu de l'article 1^{er}, § 2, dudit arrêté royal.

La période mentionnée à l'alinéa 1^{er} est prolongée pour la période pour laquelle le droit a été prolongé avant le 1^{er} janvier 2019, conformément aux articles 4, § 1^{er}, ou 4, § 1/2, de l'arrêté royal du 12 août 1985.

Art. 114 - Disposition transitoire

§ 1^{er} - Par dérogation à l'application de l'article 111, un montant est calculé pour les enfants qui, au mois de décembre 2018, reçoivent les allocations familiales en vertu de l'article 63 de la loi générale relative aux allocations familiales, dans sa version du 28 décembre 1990, montant obtenu, au cas par cas, en additionnant :

1° les montants mensuels mentionnés à l'article 40 de la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales;

2° le complément mentionné à l'article 44bis de la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales, dans sa version du 30 juillet 2013.

3° le respect des obligations mentionnées à l'article 111, § 1^{er}, alinéa 1^{er} 3° à 10°.

§ 2 - Le montant calculé conformément au § 1^{er} est payé aux allocataires des allocations familiales mentionnés à l'article 28, tant que l'enfant est du ressort de la Communauté germanophone en raison d'un accord de coopération.

Le montant calculé conformément au § 1^{er} n'est pas soumis aux modalités d'évolution fixées à l'article 38.

Art. 115 - Disposition transitoire

Le conseil pour les prestations familiales institué par l'article 77 succède au conseil pour les prestations familiales institué par l'arrêté du Gouvernement du 28 octobre 2016 portant création d'un Conseil pour les prestations familiales.

Les membres effectifs et suppléants désignés au sein du conseil institué par l'arrêté précité du 28 octobre 2016 restent en place au sein du conseil institué par l'article 77 jusqu'à la fin de la durée du mandat initial.

Art. 116 - Disposition transitoire

Si l'application de l'article 28 menait à la détermination d'un autre allocataire que la personne qui reçoit les allocations familiales pour décembre 2018, cette dernière reste allocataire jusqu'à ce que l'une des situations suivantes se présente :

1° un changement de domicile de l'allocataire;

2° un changement de domicile de l'un des enfants pour lequel l'allocataire reçoit des allocations familiales;

3° les allocations familiales ne sont plus payées pour l'un des enfants pour lequel l'allocataire reçoit des allocations familiales;

4° un autre enfant ayant le même domicile que l'allocataire ou que l'un des enfants a droit aux allocations familiales.

Pour l'application du premier alinéa, et si l'article 70 de la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales est d'application, est considérée comme la personne qui perçoit les allocations familiales pour décembre 2018, celle mentionnée à l'article 70, alinéa 1^{er}, 2°, de la même loi.

Art. 117 - Disposition transitoire

Par dérogation à l'article 3, 5°, sont considérées comme membres de la famille toutes les personnes pour lesquelles l'assuré social a, en vertu de la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales, ouvert le droit aux prestations mentionnées à l'article 111, § 1^{er}, jusqu'au moment où :

1° apparaît une des situations mentionnées à l'article 111, § 2, alinéa 3, 2° ou 3°;

2° la situation socioprofessionnelle de l'assuré social a changé de telle sorte que celui-ci ouvrirait le droit pour une autre raison au sens de l'article 68 du règlement (CE) n° 888/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Dès qu'apparaît l'une des situations mentionnées au premier alinéa, seules les personnes mentionnées à l'article 3, 5°, sont encore considérées comme membres de la famille.

Section 3 — Entrée en vigueur

Art. 118 - Entrée en vigueur

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur Belge*.

Eupen, le 23 avril 2018.

O. PAASCH,

Le Ministre-Président

I. WEYKMANS,

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme

A. ANTONIADIS,

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales

H. MOLLERS,

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique

—————
Note

Session 2017-2018

Documents parlementaires : 222 (2017-2018) n° 1 Projet de décret + Avenant

222 (2017-2018) n° 2 Propositions d'amendement

222 (2017-2018) n° 3 Propositions d'amendement

222 (2017-2018) n° 4 Propositions d'amendement

222 (2017-2018) n° 5 Propositions d'amendement

222 (2017-2018) n° 6 Rapport

Compte rendu intégral : 23 avril 2018 - n° 50 Discussion et vote

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2018/202523]

23 APRIL 2018. — Decreet betreffende de gezinsbijslagen

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Hoofdstuk 1 — *Algemene bepalingen***Artikel 1** - Strekking

Dit decreet legt verschillende geldelijke uitkeringen voor kinderen vast, onverminderd de ondersteunende uitkeringen die hen op basis van andere wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen worden toegekend. Die uitkeringen zijn eenmalig of periodiek en hebben tot doel alle kinderen ontwikkelings- en ontplooiingskansen te bieden, de financiële belasting voor een gezin door de onderhoudskosten voor één of meer kinderen gedeeltelijk te compenseren en kinderarmoede te bestrijden.

Art. 2 - Verwijzingen naar personen

De verwijzingen naar personen in dit decreet gelden voor alle geslachten.

Art. 3 - Definities

Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° kind : elke minderjarige of meerderjarige persoon die recht heeft op één van de uitkeringen vermeld in de hoofdstukken 2 en 3;

2° verdwenen kind: kind dat onvrijwillig niet meer op zijn woonplaats aanwezig is en van wie men geen nieuws heeft. De verdwijning kan met alle rechtsmiddelen bewezen worden. Het kind dat naar alle waarschijnlijkheid in omstandigheden zoals een ongeval of een ramp overleden is, zelfs wanneer zijn lijk nooit teruggevonden werd, alsook het kind dat door één van de ouders ontvoerd is, wordt niet als verdwenen beschouwd;

3° ontvoerd kind: kind dat op onwettige wijze onttrokken werd aan het gezag van zijn ouders, zijn vader, zijn moeder of de persoon of instelling die onmiddellijk vóór de ontvoering de basiskinderbijslag heeft ontvangen overeenkomstig artikel 28;

4° sociaal verzekerde: de persoon die onder het personeel toepassingsgebied valt van een Europese verordening of van een bilateraal akkoord die/dat op de gezinsbijslagen van toepassing is en die op grond van een samenwerkingsakkoord onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteert;

5° gezinslid : onverminderd de toepassing van bilaterale overeenkomsten inzake gezinsbijslagen, volgende kinderen :

a) het eigen kind van de sociaal verzekerde;

b) het eigen kind van de echtgenoot van de sociaal verzekerde of van de persoon die geen (bloed)verwant tot de derde graad van de sociaal verzekerde is, met wie de sociaal verzekerde feitelijk samenwoont of met wie de sociaal verzekerde een verklaring van wettelijke samenwoning heeft afgelegd;

c) het gemeenschappelijke kind van de sociaal verzekerde en van diens echtgenoot of van de persoon die geen (bloed)verwant tot de derde graad van de sociaal verzekerde is, met wie de sociaal verzekerde feitelijk samenwoont of met wie de sociaal verzekerde een verklaring van wettelijke samenwoning heeft afgelegd;

6° gezinsbijslagen : de uitkeringen gedefinieerd in de hoofdstukken 2 en 3;

7° kinderbijslag : de basiskinderbijslag vermeld in artikel 8, verhoogd met de bijslagen vermeld in de artikelen 15, 17, 19, 21, 23 en 25 waarop het kind in voorkomend geval recht heeft;

8° aanvrager : de natuurlijke persoon die recht heeft op gezinsbijslagen, aanspraak maakt of kan maken op gezinsbijslagen, zijn wettelijke vertegenwoordigers en gevolmachtigden, alsook de werkelijke of mogelijke bijslagtrekkende van de gezinsbijslagen;

9° inspecteurs : de personen vermeld in artikel 67;

10° Raad : de Raad voor Gezinsbijslagen vermeld in artikel 77.

Art. 4 - Bepaling van de woonplaats

§ 1 - Voor de toepassing van dit decreet wordt de woonplaats van een persoon als volgt bepaald :

1° in België geldt als woonplaats de plaats waar een persoon zijn hoofdverblijfplaats heeft overeenkomstig de bevolkingsregisters bepaald in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of zijn referentieadres heeft overeenkomstig artikel 1, § 2, van die wet;

2° in het buitenland geldt als woonplaats de plaats die als zodanig wordt vermeld in de documenten van de buitenlandse bevolkingsdienst of van de buitenlandse autoriteit of instantie bevoegd voor de burgerlijke stand.

§ 2 - De plaats vermeld overeenkomstig § 1, eerste lid, geldt niet als woonplaats, indien de persoon zijn hoofdverblijfplaats op een andere plaats heeft vastgelegd, zonder dit te melden in de vorm en binnen de termijnen die worden voorgeschreven bij de voormelde wet van 19 juli 1991 en de uitvoeringsbesluiten ervan. In dat geval geldt dat de persoon geen woonplaats heeft in het Duitse taalgebied.

In afwijking van het eerste lid geldt de plaats waar de betrokken persoon zijn hoofdverblijfplaats heeft vastgelegd, zonder dit te melden in de vorm en binnen de termijnen die worden voorgeschreven bij de voormelde wet van 19 juli 1991 en de uitvoeringsbesluiten ervan, wél als woonplaats, indien die plaats zich in het Duitse taalgebied bevindt.

Art. 5 - Gelijkstelling van adoptieouders en biologische ouders

Voor de toepassing van dit decreet, met uitzondering van artikel 34 tot 37, worden de ouders door eenvoudige adoptie of volledige adoptie gelijkgesteld met de biologische ouders.

HOOFDSTUK 2 — *KINDERBIJSLAG**Afdeling 1* — *Rechthebbenden***Art. 6** - Het kind

Het kind dat zijn woonplaats heeft in het Duitse taalgebied opent het recht op kinderbijslag.

Wanneer het kind vermeld in het eerste lid een buitenlandse nationaliteit heeft, wordt het recht alleen geopend wanneer zijn verblijf of vestiging voor meer dan drie maanden gemachtigd of toegelaten is overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

De Regering bepaalt in welke situaties de woonplaatsvoorwaarde vermeld in het eerste en het tweede lid als vervuld wordt beschouwd.

Art. 7 - De sociaal verzekerde

In afwijking van artikel 6 opent de sociaal verzekerde het recht op kinderbijslag voor zijn gezinsleden.

Afdeling 2 — Uitkeringen

Onderafdeling 1 - Basiskinderbijslag

Art. 8 - Basiskinderbijslag

De Regering kent een basiskinderbijslag toe die 157 euro per maand bedraagt.

Art. 9 - Toekenningsvoorwaarden

§ 1 - Elk kind krijgt de basiskinderbijslag vanaf zijn geboorte tot en met zijn 18e verjaardag.

§ 2 - In afwijking van § 1 krijgt elk kind de basiskinderbijslag vanaf zijn 18e verjaardag tot en met zijn 21e verjaardag indien :

1° bij het kind een beperking in de zin van artikel 22, eerste lid, 2°, werd vastgesteld die het recht op de bijslag voor kinderen met een beperking kan openen;

2° de uitwerkingen van de beperking begonnen zijn op een tijdstip waarop het kind recht op kinderbijslag had.

§ 3 - In afwijking van § 1 wordt de basiskinderbijslag toegekend aan elk kind dat vanaf zijn 18e verjaardag een opleiding volgt.

De Regering bepaalt wat onder 'opleiding' in de zin van deze paragraaf moet worden verstaan.

Art. 10 - Verlenging van het recht

De basiskinderbijslag wordt toegekend voor in totaal twaalf maanden :

1° nadat het kind niet meer voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 9, § 1 of artikel 9, § 3, en

2° indien geen recht op grond van artikel 9, § 2, bestaat.

Zodra het kind weer aan de voorwaarden vermeld in artikel 9, § 1 of § 3, voldoet, wordt het recht krachtens dit artikel geschorst en wordt de basiskinderbijslag krachtens artikel 9, § 1 of § 3, toegekend. Indien de basiskinderbijslag vervolgens weer krachtens dit artikel wordt toegekend, wordt het recht verminderd met de reeds krachtens dit artikel benutte periode.

Art. 11 - Winstgevende activiteit

Het recht op de basiskinderbijslag krachtens artikel 9, § 3, en artikel 10 wordt geschorst voor de periode waarin het kind een winstgevende activiteit uitoefent.

De Regering bepaalt :

1° welke activiteiten als een winstgevende activiteit in de zin van dit artikel worden beschouwd;

2° voor welke periode het kind beschouwd wordt als een persoon die een winstgevende activiteit uitoefent;

3° de situaties die met een winstgevende activiteit gelijkgesteld worden;

4° welke winstgevende activiteiten niet tot een schorsing leiden.

Art. 12 - Verdwenen kind

De basiskinderbijslag wordt toegekend ten gunste van het verdwenen kind, wanneer het op het tijdstip van zijn verdwijning overeenkomstig artikel 9 of 10 recht op kinderbijslag had.

De basiskinderbijslag ten gunste van het verdwenen kind wordt gedurende hoogstens vijf jaar toegekend, gerekend vanaf de verdwijning van het kind, voor zover het kind de leeftijd van 25 jaar niet heeft bereikt.

Het recht van het verdwenen kind op kinderbijslag eindigt wanneer het kind gevonden wordt, behalve indien de voorwaarden van artikel 9 of 10 vervuld zijn.

Art. 13 - Ontvoerd kind

De basiskinderbijslag wordt toegekend ten gunste van het ontvoerde kind :

1° wanneer het kind op het tijdstip van zijn ontvoering overeenkomstig artikel 9, § 1, recht op kinderbijslag had;

2° wanneer de ontvoering het voorwerp uitmaakt van een rechtsvordering of een aangifte bij de politie, bij het parket of bij de Belgische overheden die bevoegd zijn inzake de ontvoering van kinderen;

3° zolang het ontvoerde kind jonger dan 18 jaar is.

Het recht van het ontvoerde kind op kinderbijslag eindigt wanneer het kind niet meer als ontvoerd wordt beschouwd, behalve indien de voorwaarden van artikel 9 of 10 vervuld zijn.

Art. 14 - Einde van het recht

Het recht op de basiskinderbijslag houdt in elk geval op te bestaan op het tijdstip dat het kind 25 jaar wordt.

Onderafdeling 2 - De jaarlijkse bijslag

Art. 15 - Jaarlijkse bijslag

De Regering kent een jaarlijkse bijslag toe die 52 euro per jaar bedraagt.

Art. 16 - Toekenningsvoorwaarden

De jaarlijkse bijslag wordt toegekend aan elk kind dat in de maand juli recht op de basiskinderbijslag heeft.

Onderafdeling 3 - De bijslag voor grote gezinnen

Art. 17 - Bijslag voor grote gezinnen

De Regering kent een bijslag voor grote gezinnen toe die 135 euro per maand bedraagt.

Art. 18 - Toekenningsvoorwaarden

De bijslag voor grote gezinnen wordt aan elk kind toegekend, op voorwaarde dat het gaat om een derde kind of elk daarop volgend kind dat het recht op de basiskinderbijslag opent dat aan dezelfde bijslagtrekkende betaald wordt.

Indien de kinderbijslag met toepassing van artikel 28, § 2, betaald wordt, geldt de persoon die één derde van de kinderbijslag ontvangt voor de toepassing van dit artikel als bijslagtrekkende.

Onderafdeling 4 - De sociale bijslag**Art. 19** - Sociale bijslag

De Regering kent een sociale bijslag toe die 75 euro per maand bedraagt.

Art. 20 - Toekenningsvoorwaarden

De sociale bijslag wordt toegekend aan elk kind dat :

1° recht op de basiskinderbijslag heeft;

2° overeenkomstig artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 ofwel zelf, ofwel via een lid van hetzelfde gezin recht op een verhoogde tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging heeft;

3° geen recht heeft op de bijslag voor volledige wezen vermeld in artikel 23 en op de bijslag voor halfwezen vermeld in artikel 25.

Onderafdeling 5 - Bijslag voor kinderen met een beperking**Art. 21** - Bijslag voor kinderen met een beperking

De Regering kent een bijslag voor kinderen met een beperking toe die, afhankelijk van de uitwerkingen van de beperking, overeenstemt met één van de volgende categorieën :

1° categorie 1 : 85 euro per maand;

2° categorie 2 : 112 euro per maand;

3° categorie 3 : 262 euro per maand;

4° categorie 4 : 432 euro per maand;

5° categorie 5 : 491 euro per maand;

6° categorie 6 : 526 euro per maand;

7° categorie 7 : 561 euro per maand.

Art. 22 - Toekenningsvoorwaarden

De bijslag voor kinderen met een beperking wordt toegekend aan elk kind :

1° dat ofwel recht heeft op de basiskinderbijslag op grond van artikel 9, § 1, of dat recht heeft op de basiskinderbijslag op grond van artikel 9, § 2, en geen werkende persoon in de zin van artikel 11 is;

2° bij wie een beperking werd vastgesteld die uitwerkingen heeft op zijn lichamelijke of geestelijke mogelijkheden, zijn daadkracht en/of zijn participatie in het maatschappelijk leven of in zijn familiale omgeving.

De Regering bepaalt :

1° hoe de vastgestelde beperking in de categorieën vermeld in artikel 21 wordt ingedeeld;

2° wie de uitwerkingen vermeld in het eerste lid, 2°, vaststelt, hoe hij ze vaststelt en op basis van welke criteria hij ze vaststelt;

3° onder welke voorwaarden de vaststelling van de uitwerkingen van de beperking herzien kan worden.

Onderafdeling 6 - De wezenbijslag voor volledige wezen**Art. 23** - Wezenbijslag voor volledige wezen

De Regering kent een wezenbijslag voor volledige wezen toe die 239 euro per maand bedraagt.

Art. 24 - Toekenningsvoorwaarden

De wezenbijslag voor volledige wezen wordt toegekend aan elk kind :

1° dat recht op de basiskinderbijslag heeft;

2° van wie beide ouders gestorven zijn of afwezig zijn verklaard of, indien de afstammingsverhouding slechts voor één ouder vaststaat, van wie die ouder gestorven is of afwezig is verklaard.

De wezenbijslag voor volledige wezen wordt niet verder toegekend wanneer de volledige wees geadopteerd wordt of wanneer een afstammingsverhouding tot een tevoren onbekende ouder wordt geschapen.

Onderafdeling 7 - De wezenbijslag voor halfwezen**Art. 25** - Wezenbijslag voor halfwezen

De Regering kent een wezenbijslag voor halfwezen toe die 120 euro per maand bedraagt.

Art. 26 - Toekenningsvoorwaarden

De wezenbijslag voor halfwezen wordt toegekend aan elk kind :

1° dat recht op de basiskinderbijslag heeft;

2° indien een van zijn ouders gestorven of afwezig verklaard is.

De wezenbijslag voor halfwezen wordt ook toegekend, als een afstammingsverhouding tot een tevoren onbekende ouder wordt geschapen voor een kind dat recht op de bijslag voor volledige wezen heeft.

De wezenbijslag voor halfwezen wordt niet meer toegekend, als :

1° de halfwees geadopteerd wordt;

2° de overlevende ouder huwt of een verklaring van wettelijke samenwoning aflegt.

In het geval vermeld in het derde lid, 2°, wordt de wezenbijslag voor halfwezen weer toegekend, als het huwelijk van de overlevende ouder ontbonden wordt of de wettelijke samenwoning eindigt.

Onderafdeling 8 - Gemeenschappelijke bepalingen**Art. 27** - Tijdstip van de opening en van de uitdoving van het recht

Het recht op de uitkeringen vermeld in de onderafdelingen 1 tot 6 wordt geopend op de eerste dag van de maand na de maand waarin de daarvoor geldende voorwaarden vervuld werden.

Het dooft uit op de eerste dag van de maand na de maand waarin de daarvoor geldende voorwaarden niet meer vervuld zijn.

*Afdeling 3 — Bijslagtrekkende***Art. 28** - Bijslagtrekkende

§ 1 - De volgende personen gelden als bijslagtrekkende van de kinderbijslag, in deze volgorde :

1° de persoon die door de bevoegde rechtbank krachtens artikel 55 bepaald werd;

- 2° de ouder die dezelfde woonplaats heeft als het kind;
- 3° de moeder, wanneer ouders van verschillend geslacht dezelfde woonplaats hebben als het kind;
- 4° de oudste ouder wanneer ouders van hetzelfde geslacht dezelfde woonplaats hebben als het kind;
- 5° de persoon die het kind werkelijk opvoedt, wanneer geen van de ouders dezelfde woonplaats heeft als het kind;
- 6° de vrouw wanneer het in het geval vermeld in 5° om twee personen van verschillend geslacht gaat;
- 7° de oudste persoon wanneer het in het geval vermeld in 5° om twee personen van hetzelfde geslacht gaat of om meer dan twee personen gaat.

De personen die meer dan de helft van de onderhoudskosten voor het kind betalen, worden beschouwd als de personen die het kind werkelijk opvoeden in de zin van het eerste lid, 5°, 6° en 7°. Tot bewijs van het tegendeel geldt dat het gaat om de meerderjarige personen die dezelfde woonplaats hebben als het kind.

De Regering bepaalt hoe het tegendeel wordt bewezen.

§ 2 - In afwijking van § 1 gelden de volgende personen als bijslagtrekkende van de kinderbijslag voor het kind dat door een beslissing of ten laste van een openbare overheid gedurende 30 of meer opeenvolgende dagen in een instelling is geplaatst:

- 1° de overeenkomstig § 1 bepaalde persoon, voor één derde van de kinderbijslag;
- 2° de instelling, voor twee derden van de kinderbijslag.

De Regering bepaalt voor de toepassing van deze paragraaf wat onder plaatsing, overheid en instelling moet worden verstaan.

§ 3 - In afwijking van § 1 en onverminderd § 2 geldt het kind zelf in de volgende gevallen als bijslagtrekkende:

- 1° als het gehuwd is;
- 2° als het ontvoegd is en niet dezelfde woonplaats heeft als de persoon vermeld in § 1;
- 3° als het de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt en niet dezelfde woonplaats heeft als de personen vermeld in § 1;
- 4° als het zelf bijslagtrekkende van de kinderbijslag ten gunste van één of meer eigen kinderen is.

Alleen de kinderen vermeld in deze paragraaf kunnen een andere persoon als bijslagtrekkende aanwijzen, op voorwaarde dat die persoon met het kind verbonden is door verwantschap of aanverwantschap in de eerste graad.

§ 4 - In afwijking van § 1 gelden de volgende personen als bijslagtrekkende van de kinderbijslag voor het ontvoerde kind, in deze volgorde :

- 1° de persoon bepaald overeenkomstig § 1 die onmiddellijk voor de ontvoering bijslagtrekkende van de kinderbijslag was;
- 2° de moeder van het ontvoerde kind, indien het om ouders van verschillend geslacht gaat en de moeder geen bijslagtrekkende voor dat kind was;
- 3° de vader van het ontvoerde kind, indien het om ouders van verschillend geslacht gaat en de vader geen bijslagtrekkende voor dat kind was;
- 4° de oudste ouder die geen bijslagtrekkende voor dat kind was, indien het gaat om ouders van hetzelfde geslacht;
- 5° de jongste ouder die geen bijslagtrekkende voor dat kind was, indien het gaat om ouders van hetzelfde geslacht;
- 6° de persoon die het kind onmiddellijk voor de ontvoering werkelijk opvoedde en geen bijslagtrekkende voor dat kind was, waarbij § 1, eerste lid, 5°, 6° en 7°, moet worden toegepast om die persoon te bepalen.

De persoon bepaald overeenkomstig het eerste lid kan alleen bijslagtrekkende van de kinderbijslag zijn indien die persoon noch direct, noch indirect heeft deelgenomen aan de ontvoering van het kind en indien deze op het ogenblik van de ontvoering van het kind en tijdens de duur van die ontvoering zijn woonplaats heeft in het Duitse taalgebied.

Art. 29 - Nieuwe bijslagtrekkende

Gebeurtenissen die leiden tot de wijziging van de bijslagtrekkende hebben uitwerking vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin die gebeurtenis plaatsgevonden heeft.

Hoofdstuk 3 — Premies

Afdeling 1 — Geboortepremie

Art. 30 - Geboortepremie

De Regering kent een geboortepremie toe die 1.144 euro bedraagt.

Art. 31 - Toekenningsvoorwaarden

De geboortepremie wordt één keer naar aanleiding van de geboorte toegekend aan elk kind dat zijn eerste woonplaats in het Duitse taalgebied heeft.

De geboortepremie wordt ook toegekend indien geen recht op kinderbijslag bestaat, voor zover het gaat om een kind voor wie een ambtenaar van de burgerlijke stand een akte van aangifte van een levenloos kind heeft opgesteld en voor zover de moeder op het ogenblik van de bevalling haar woonplaats in het Duitse taalgebied had.

Art. 32 - Bijslagtrekkende

De volgende personen gelden als bijslagtrekkende van de geboortepremie, in deze volgorde :

- 1° de moeder, indien het om ouders van verschillend geslacht of van het vrouwelijk geslacht gaat;
- 2° de oudste persoon, indien het om ouders van het mannelijke geslacht gaat of indien de ouders van het vrouwelijke geslacht het kind niet zelf ter wereld hebben gebracht.

Art. 33 - Tijdstip van de bepaling van het bedrag van de premie

Onverminderd de toepassing van artikel 51, eerste lid, 2°, wordt het bedrag van de geboortepremie op het ogenblik van de geboorte vastgelegd.

Afdeling 2 — Adoptiepremie

Art. 34 - Adoptiepremie

De Regering kent een adoptiepremie toe die 1.144 euro bedraagt.

Art. 35 - Toekenningsvoorwaarden

De adoptiepremie wordt toegekend aan elk kind onder de volgende voorwaarden :

1° er zijn documenten ingediend die de wil van de adoptant of van zijn echtgenoot uitdrukken om een kind te adopteren. Bij die documenten gaat het om een bij de bevoegde rechtbank ingediend verzoekschrift of, bij gebrek hieraan, een ondertekende adoptieakte;

2° het kind heeft dezelfde woonplaats als de adoptant;

3° het kind heeft krachtens artikel 6 recht op kinderbijslag.

Indien het kind reeds dezelfde woonplaats heeft als de adoptant op de datum van de indiening van het verzoekschrift of, bij gebrek hieraan, op de datum van de ondertekening van de akte, moet de voorwaarde vermeld in het eerste lid, 3°, vervuld zijn op die datum.

Indien het kind nog niet dezelfde woonplaats heeft als de adoptant op de datum van de indiening van het verzoekschrift of, bij gebrek hieraan, op de datum van de ondertekening van de akte, moet de voorwaarde vermeld in het eerste lid, 3°, vervuld zijn op het tijdstip waarop het kind dezelfde woonplaats als de adoptant heeft.

Art. 36 - Bijslagtrekkende

De volgende personen gelden als bijslagtrekkende van de adoptiepremie, in deze volgorde :

1° de adoptant, indien hij het kind alleen adopteert;

2° de adoptant die door beide adoptanten als bijslagtrekkende werd bepaald, indien er meer dan één adoptant is;

3° de adoptie moeder, indien geen keuze als vermeld in 2° is gemaakt en het om twee adoptanten van verschillend geslacht gaat;

4° de oudste persoon, indien geen keuze als vermeld in 2° is gemaakt en het om twee adoptanten van hetzelfde geslacht gaat.

De Regering bepaalt volgens welke regels de adoptanten vermeld in het eerste lid, 2°, een keuze maken.

Art. 37 - Tijdstip van de toekenning en uitsluitingscriteria

Voor een geadopteerd kind wordt het bedrag van de adoptiepremie toegekend dat van toepassing is op de datum van de indiening van het verzoekschrift of, bij gebrek hieraan, op de datum van de ondertekening van de adoptieakte. Indien het kind op die datum nog niet dezelfde woonplaats als de adoptant heeft, wordt het bedrag van de adoptiepremie toegekend dat van toepassing is op het tijdstip waarop het kind dezelfde woonplaats als de adoptant heeft.

Er kan slechts één adoptiepremie toegekend worden voor hetzelfde kind in het kader van dezelfde adoptie.

De adoptiepremie wordt niet toegekend indien de adoptant, zijn echtgenoot of de persoon die overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 9°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen deel uitmaakt van zijn gezin reeds een geboortepremie of een vergelijkbare premie van een andere territoriale entiteit of een andere Staat heeft ontvangen voor hetzelfde kind naar aanleiding van de geboorte.

HOOFDSTUK 4 — ONTWIKKELING VAN DE UITKERINGEN**Art. 38 - Nadere regels omtrent de ontwikkeling**

§ 1 - Vanaf 2020 worden de gezinsbijslagen jaarlijks in de maand juli aangepast :

1° aan de definitief vastgelegde procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen van het vorige begrotingsjaar, overeenkomstig de nadere regels vastgelegd in artikel 38, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

2° aan het percentage van 25 % van de definitief vastgestelde werkelijke groei van het bruto-binnenlandsproduct per inwoner van het vorige begrotingsjaar.

§ 2 - In afwijking van § 1 blijven de bedragen van de uitkeringen ongewijzigd, indien de toepassing van § 1 een negatieve aanpassing tot gevolg zou hebben.

In dat geval geschiedt de in § 1 vermelde aanpassing in het daaropvolgende jaar tegen de waarden van de vorige begrotingsjaren die nog niet voor een aanpassing in aanmerking werden genomen.

§ 3 - De waarden vermeld in § 1 worden aangegeven in eenheden met vier cijfers achter de komma. De vijfde decimaal valt weg, waarbij de vierde decimaal naar boven afgerond wordt als de vijfde decimaal 5 of meer bedraagt.

Indien de uitkeringen door de toepassing van § 1 eindigen op een gedeelte van een cent, wordt het centgedeelte tot de hogere of de lagere cent afgerond naargelang het centgedeelte al dan niet 0,5 bereikt.

Hoofdstuk 5 — Toekenningsprocedure en terugvoeringsprocedure**Afdeling 1 — Gemeenschappelijke bepalingen****Art. 39 - Afwijking van het handvest van de sociaal verzekerde**

Dit hoofdstuk is van toepassing in afwijking van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde.

Afdeling 2 — Aanvragen**Art. 40 - Indienen van de aanvraag**

De gezinsbijslagen worden uitbetaald, ofwel van ambtswege indien het materieel mogelijk is, ofwel op basis van een schriftelijk verzoek dat bij de Regering moet worden ingediend.

De Regering zendt of overhandigt de aanvrager een ontvangstbevestiging of een bevestiging dat zijn recht op gezinsbijslagen onderzocht wordt. In elke ontvangstbevestiging moet vermeld worden binnen welke termijn de aanvraag behandeld wordt en welke verjaringstermijn in acht moet worden genomen. Een betaling of een verzoek om aanvullende inlichtingen wordt als een ontvangstbevestiging beschouwd.

De Regering bepaalt :

1° wat onder 'materieel mogelijk' moet worden verstaan;

2° de inhoud van de aanvragen om gezinsbijslagen;

3° hoe het recht op gezinsbijslagen van ambtswege wordt onderzocht;

4° de verdere regels omtrent de bevestigingen;

5° de gevallen waarin geen ontvangstbevestiging hoeft te worden afgegeven.

Art. 41 - Verstrekken van nuttige inlichtingen

Onverminderd de bepalingen van artikel 45 verstrekt de Regering de aanvrager alle nuttige inlichtingen omtrent zijn rechten en plichten op voorwaarde dat de aanvrager daarom verzoekt en bezorgt de Regering hem op eigen initiatief alle aanvullende inlichtingen die voor de behandeling van zijn aanvraag of voor de toekenning van zijn rechten noodzakelijk zijn. Bovendien adviseert ze hem over de uitoefening van zijn rechten of de nakoming van zijn plichten.

De inlichting vermeld in het eerste lid :

1° vermeldt duidelijk het referentienummer van het behandelde dossier;

2° is precies en volledig;

3° is gratis;

4° wordt binnen een termijn van 45 dagen verstrekt.

De Regering bepaalt wat onder 'nuttige inlichting' moet worden verstaan, alsook hoe dit artikel moet worden toegepast.

Art. 42 - Behandeling van de aanvraag

De Regering verzamelt voor de behandeling van de aanvraag op eigen initiatief alle noodzakelijke inlichtingen om het recht van de aanvrager te kunnen beoordelen. Indien die inlichtingen ontbreken, vraagt ze die aan bij de aanvrager, overeenkomstig de door haar vastgestelde nadere regels.

Indien de aanvrager die inlichtingen niet binnen een maand verstrekt, krijgt hij een aanmaning. Indien de aanvrager de aanvullende inlichtingen ondanks aanmaning na meer dan een maand, te rekenen vanaf verzending van de aanmaning, nog altijd niet verstrekt heeft, kan de Regering, na alle voor het inwinnen van die inlichtingen dienstige stappen te hebben ondernomen, beslissen op grond van de inlichtingen waarover ze beschikt, behalve indien de aanvrager een reden opgeeft die een langere antwoordtermijn rechtvaardigt.

Art. 43 - Nieuwe aanvraag

Na een administratieve beslissing of een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing over een aanvraag tot toekenning van een gezinsbijslag, kan in de voor de oorspronkelijke aanvraag bepaalde vormen een nieuwe aanvraag worden ingediend. Een nieuwe aanvraag kan slechts gegrond worden verklaard op voorlegging van nieuw bewijsmateriaal dat niet eerder aan de Regering of aan het bevoegde rechtscollege is voorgelegd, of op grond van een wijziging van een wettelijke, decretale of reglementaire bepaling of op grond van een wijziging in de situatie van de aanvrager.

*Afdeling 3 — Beslissingen***Art. 44** - Termijn waarbinnen een beslissing wordt genomen

De Regering beslist uiterlijk binnen vier maanden na ontvangst van de aanvraag vermeld in artikel 40 of binnen vier maanden nadat de situatie die in datzelfde artikel wordt vermeld en waarvoor het recht van ambtswege wordt onderzocht, zich heeft voorgedaan.

Indien de Regering binnen die termijn geen beslissing kan nemen, deelt ze dit aan de aanvrager mee, met vermelding van de redenen. De termijn waarbinnen een beslissing wordt genomen, wordt daardoor niet verlengd.

Indien de aanvraag de tussenkomst vereist van een instelling die onder een andere territoriale entiteit ressorteert, vraagt de Regering die tussenkomst aan. De aanvrager wordt daarvan op de hoogte gebracht.

De termijn waarbinnen een beslissing wordt genomen, wordt geschorst zolang de aanvrager of een instelling die onder een andere territoriale entiteit ressorteert, de Regering niet alle inlichtingen heeft bezorgd die de Regering heeft aangevraagd en die noodzakelijk zijn om een beslissing te kunnen nemen.

Art. 45 - Kennisgeving van beslissingen

De Regering stelt de betrokken personen uiterlijk op het ogenblik van de uitvoering in kennis van elke beslissing die hen betreft.

Onverminderd de toepassing van andere wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen geschiedt de kennisgeving aan de aanvrager schriftelijk.

De Regering bepaalt :

1° de nadere regels en termijnen voor de kennisgeving;

2° de gevallen waarin geen kennisgeving vereist is of de gevallen waarin de kennisgeving op het ogenblik van de uitvoering moet plaatsvinden;

3° de gevallen waarin de kennisgeving aangetekend geschiedt.

Art. 46 - Berekeningswijze

In beslissingen over de toekenning van een gezinsbijslag, de toekenning van een aanvullende gezinsbijslag, de regularisatie van een gezinsbijslag of de weigering van een gezinsbijslag waarbij geldbedragen gemoeid zijn, wordt vermeld hoe die bedragen berekend zijn.

De Regering bepaalt welke vermeldingen op de betalingsformulieren verplicht zijn.

Art. 47 - Vereisten waaraan de beslissingen inhoudelijk moeten voldoen

§ 1 - De kennisgeving van beslissingen over de toekenning of weigering van gezinsbijslagen bevat de volgende vermeldingen :

1° de mogelijkheid om beroep in te stellen bij het bevoegde rechtscollege;

2° het adres van de bevoegde rechtscolleges;

3° de termijnen en nadere regels die in geval van beroep moeten worden nageleefd;

4° de inhoud van de artikelen 728 en 1017 van het Gerechtelijk Wetboek;

5° het referentienummer van het dossier en de medewerker of de dienst die het dossier beheert;

6° de mogelijkheid om bij de dienst die het dossier beheert of bij een daartoe aangewezen informatiedienst alle uitleg over de beslissing te krijgen.

Indien de kennisgeving de in het eerste lid bepaalde vermeldingen niet bevat, gaat de beroepstermijn vermeld in artikel 75 niet in.

§ 2 - De kennisgeving van beslissingen tot terugvordering van ten onrechte uitbetaalde bedragen bevat, naast de vermeldingen omschreven in § 1, de volgende gegevens:

- 1° de vaststelling dat onverschuldigde bedragen zijn betaald;
- 2° het totale bedrag van wat onverschuldigd is betaald, alsook de berekeningswijze ervan;
- 3° de inhoud en de refertes van de bepalingen in strijd waarmee de betalingen zijn gedaan;
- 4° de in aanmerking genomen verjaringstermijn;
- 5° in voorkomend geval, de mogelijkheid voor de Regering om van de terugvordering van ten onrechte uitbetaalde bedragen en van de hiervoor te volgen procedure af te zien;
- 6° de mogelijkheid om een met redenen omkleed voorstel tot terugbetaling in schijven in te dienen.

Indien de kennisgeving de in het eerste lid bepaalde vermeldingen niet bevat, gaat de beroepstermijn vermeld in artikel 75 niet in.

Art. 48 - Onwettige beslissingen

Indien vastgesteld wordt dat de beslissing aangetast is door een onregelmatigheid of een materiële vergissing, neemt de Regering op eigen initiatief een nieuwe beslissing die uitwerking heeft op de datum waarop de onwettige beslissing werkzaam had moeten worden, onverminderd de toepasselijke verjaringsbepalingen.

Onverminderd de toepassing van artikel 49 heeft de nieuwe beslissing, indien de vergissing aan de Regering te wijten is, uitwerking vanaf de maand die volgt op de kennisgeving van die beslissing, als het recht op de gezinsbijslag kleiner is dan het aanvankelijk toegekende recht.

Het tweede lid is niet van toepassing indien de aanvrager :

- 1° weet of moest weten dat hij geen recht heeft of meer heeft op het gehele bedrag van een uitkering;
- 2° niet alle toelichtingen heeft gegeven die voortvloeien uit zijn vroegere verplichtingen of die bij een wettelijke, decretale of reglementaire bepaling worden voorgeschreven.

Art. 49 - Intrekking van beslissingen en herziening van beslissingen

Onverminderd de toepasselijke verjaringsbepalingen kan de Regering - binnen de termijn waarbinnen bij het bevoegde rechtscollege een rechtsvordering kan worden ingesteld of verzet kan worden aangetekend of, wanneer al een rechtsvordering is ingesteld of al verzet is aangetekend, tot de sluiting van de debatten - haar beslissing intrekken en een nieuwe beslissing nemen indien :

1° op de datum waarop de uitkering is ingegaan, het recht door een wettelijke, decretale of reglementaire bepaling is gewijzigd;

2° een nieuw feit of nieuw bewijsmateriaal dat uitwerkingen heeft op de rechten van de verzoeker, tijdens het geding wordt ingeroepen.

Afdeling 4 — Uitbetaling

Art. 50 - Nadere regels voor de uitbetaling

§ 1 - Met inachtneming van artikel 44 geschiedt de uitbetaling van de gezinsbijslagen in de loop van de maand die volgt op de maand waarop die gezinsbijslagen betrekking hebben.

Opdat de uitbetaling van de gezinsbijslagen niet onderbroken of vertraagd wordt, kan de Regering de vooruitbetaling van de gezinsbijslagen en de regularisatie van de rekeningen voorzien.

De Regering bepaalt de datum waarop de gezinsbijslagen worden uitbetaald.

§ 2 - De gezinsbijslagen worden betaald per overschrijving op een rekening van de bijslagtrekkende bij een kredietinstelling zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen. De Regering kan nadere regels voor de uitbetaling bepalen die daarvan afwijken.

Bij de rekening vermeld in het eerste lid gaat het om een rekening die geopend werd op naam van de bijslagtrekkende of op naam van de bijslagtrekkende en een andere persoon.

Art. 51 - Specifieke nadere regels voor de uitbetaling

In afwijking van artikel 50, § 1, gelden de volgende specifieke nadere regels voor de uitbetaling :

1° in het geval vermeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 2°, worden geen uitkeringen aan de instelling uitbetaald als het kind met toepassing van bepalingen inzake jeugdbescherming of jeugdbijstand ten laste van de Duitstalige Gemeenschap geplaatst is.

2° de uitbetaling van de geboortepremie vermeld in artikel 30 kan al vanaf de zesde maand van de zwangerschap aangevraagd worden. Als de toekomstige moeder op dat ogenblik haar woonplaats in het Duitse taalgebied heeft, kan de geboortepremie twee maanden voor de vermoedelijke geboortedatum die vermeld staat op het geneeskundig getuigschrift dat bij de aanvraag is gevoegd, vooraf uitbetaald worden. De Regering bepaalt de aanvraagprocedure.

In afwijking van artikel 50, § 2, worden de uitkeringen gestort op de rekening van de persoon die de gezinsbijslagen ontvangt op grond van een gerechtelijk vonnis dat niet met toepassing van artikel 55 werd gewezen. De uitbetaling op de rekening van die persoon heeft geen invloed op de hoedanigheid van de oorspronkelijke bijslagtrekkende.

Art. 52 - Te late uitbetaling

Indien de gezinsbijslagen niet vanaf het in artikel 50 voorgeschreven tijdstip worden betaald, stelt de Regering de aanvrager daarvan in kennis, met vermelding van de redenen van de vertraging, onverminderd het recht van de aanvrager om de zaak voor de bevoegde rechtscolleges te brengen.

Zolang de betaling niet is gedaan, wordt de aanvrager om de vier maanden over de redenen van die vertraging ingelicht.

Art. 53 - Opschorting van betaling

Onverminderd het recht op terugvordering vermeld in artikel 57 kan de betaling opgeschort worden als er ernstige en eensluidende aanwijzingen zijn dat de door de aanvrager meegeede informatie om gezinsbijslagen te krijgen, gebaseerd zijn op arglist, bedrog of bedrieglijke handelingen of vals zijn. De betaling kan opgeschort worden tot de verdenking niet meer bestaat en dit hoogstens zes maanden, één keer hernieuwbaar.

Art. 54 - Verrekening met buitenlandse gezinsbijslagen

Onverminderd de in het Duitse taalgebied geldende bepalingen van de internationale verdragen en Europese verordeningen over de sociale zekerheid wordt het bedrag van de gezinsbijslagen verminderd met het bedrag van soortgelijke uitkeringen waarop aanspraak kan worden gemaakt voor een kind dat recht op gezinsbijslagen heeft met

toepassing van andere buitenlandse wettelijke of reglementaire bepalingen of op grond van regels die van toepassing zijn op het personeel van een volkenrechtelijke instelling, zelfs als de toekenning van die uitkeringen krachtens de voormelde bepalingen en regels als een aanvulling op de met toepassing van dit decreet toegekende gezinsbijslagen wordt beschouwd.

Die aftrek wordt niet toegepast wanneer voor een kind recht bestaat op soortgelijke uitkeringen op grond van de statutaire bepalingen die van toepassing zijn op ambtenaren en andere personeelsleden van de Europese Unie.

De Regering bepaalt :

1° het voorlopig uit te betalen verschilbedrag van de gezinsbijslagen voor de gevallen waarin het bedrag van de buitenlandse gezinsbijslagen nog niet bekend is;

2° de volkenrechtelijke instellingen waarvan de statutaire bepalingen die van toepassing zijn op hun personeel gelijkgesteld worden met de statutaire bepalingen vermeld in het tweede lid.

Art. 55 - Verzet tegen de uitbetaling aan de bijslagtrekkende

Zo het belang van het kind dit vereist, kan het meerderjarige kind, elke ouder, de adoptant, de pleegvoogd, de toezijnde voogd, de curator, de bewindvoerder of de sociaal verzekerde, naargelang het geval, overeenkomstig artikel 572bis, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek, verzet aantekenen tegen de uitbetaling aan de bijslagtrekkende vermeld in artikel 28.

Art. 56 - Overschrijding van de termijn waarbinnen een beslissing wordt genomen

Indien de beslissing vermeld in artikel 44 door toedoen van de Regering niet wordt genomen binnen de in dat artikel gestelde termijn, brengen de uitkeringen van rechtswege interest op voor de bijslaggerechtigde aanvrager en dit ten laatste vanaf het verstrijken van de termijn waarbinnen een beslissing moet worden genomen en ten vroegste vanaf de datum van opeisbaarheid van die interest. Het toepasselijke tarief bedraagt zeven procent per jaar op de verschuldigde uitkeringen.

De van rechtswege verschuldigde interesten vermeld in het eerste lid zijn niet verschuldigd op het verschil tussen enerzijds het bedrag van de vooruitbetalingen die gedaan zijn omdat de Regering nog niet over de noodzakelijke informatie beschikte om een definitieve beslissing te kunnen nemen en anderzijds het bedrag dat voortvloeit uit de definitieve beslissing, indien die vooruitbetalingen overeenstemmen met negentig procent of meer van het bedrag dat op basis van de definitieve beslissing verschuldigd is.

De interesten vermeld in het eerste lid zijn niet verschuldigd indien vooruitbetalingen zijn gedaan en de definitieve beslissing afhangt van inlichtingen die meegedeeld moeten worden door de aanvrager zelf of door een instelling die onder een andere territoriale entiteit ressorteert.

Afdeling 5 — Terugvordering

Art. 57 - Voorwaarden

Als de Regering vaststelt dat gezinsbijslagen ten onrechte werden uitbetaald, vordert ze die terug. Uitkeringen gelden als ten onrechte uitbetaald indien:

1° de informatie die tot de toekenning van de uitkeringen geleid heeft, frauduleus of vals is;

2° de bijslagtrekkende op grond van dit decreet uitkeringen heeft ontvangen, hoewel dit decreet niet of niet langer op hem van toepassing is.

Art. 58 - Procedure

Met inachtneming van artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek worden de gezinsbijslagen teruggevorderd door later verschuldigde uitkeringen geheel of gedeeltelijk in te houden.

Indien de bedragen niet overeenkomstig het eerste lid teruggevorderd konden worden, stelt de Regering een rechtsgeding tegen de bijslagtrekkende in om de bedragen terug te vorderen.

De Regering bepaalt :

1° de nadere regels omtrent de aanmaning tot terugbetaling;

2° de nadere regels en termijnen voor het instellen van het rechtsgeding.

Art. 59 - Niet-invordering

§ 1 - Indien de terugvordering van ten onrechte betaalde sommen technisch onmogelijk blijkt, kan de Regering in de door haar bepaalde gevallen die terug te vorderen bedragen niet-invorderbaar verklaren.

§ 2 - Indien de invorderingskosten voor de terugvordering van de ten onrechte uitbetaalde sommen hoger zijn dan de in te vorderen sommen, kan de Regering, binnen de door haar bepaalde perken, hetzij afzien van de mogelijkheid om een rechtsgeding in te stellen om die sommen terug te vorderen, hetzij afzien van een gedwongen tenuitvoerlegging van de terugvordering van die sommen en de desbetreffende terug te vorderen sommen niet-invorderbaar verklaren.

De Regering kan, binnen de door haar bepaalde perken, afzien van de terugvordering van geringe sommen als die sommen niet teruggevorderd kunnen worden via inhouding op later verschuldigde uitkeringen.

§ 3 - De Regering kan terug te vorderen sommen om sociale redenen geheel of gedeeltelijk niet-invorderbaar verklaren indien :

1° de aanvrager daartoe een aanvraag indient;

2° de ten onrechte uitbetaalde som niet gebaseerd is op arglist, bedrog of bedrieglijke handelingen of op een fout van de aanvrager vermeld in artikel 48, derde lid;

3° het beschikbare gezinsinkomen van de aanvrager een bepaald plafond niet overschrijdt. De Regering bepaalt het plafond en de manier waarop de naleving van die voorwaarde wordt nagegaan.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering in door haar bepaalde schrijnende situaties terug te vorderen sommen geheel of gedeeltelijk niet-invorderbaar verklaren, indien de voorwaarde vermeld in het eerste lid, 3°, niet vervuld is.

§ 4 - Behalve in geval van bedrog, arglist of bedrieglijke handelingen worden terug te vorderen bedragen van ambtswege niet-invorderbaar verklaard, indien de persoon aan wie ze betaald zijn, gestorven is en de terugvordering op het ogenblik van het overlijden nog niet ter kennis was gebracht van betrokkene.

Art. 60 - Interest

Onverschuldigd betaalde uitkeringen brengen van rechtswege interest op vanaf de betaling, indien de onverschuldigde betaling het gevolg is van arglist, bedrog of bedrieglijke handelingen van de aanvrager. Het toepasselijke tarief bedraagt zeven procent per jaar op de ten onrechte uitbetaalde uitkeringen.

*Afdeling 6 — Vertrouwelijkheid en bescherming van persoonsgegevens***Art. 61 - Vertrouwelijkheid**

Onverminderd bijzondere wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen moeten de Regering en de andere personen die bij de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan betrokken zijn, de gegevens die hun in de uitoefening van hun opdracht toevertrouwd worden, vertrouwelijk behandelen.

Art. 62 - Verwerking van persoonsgegevens

§ 1 - Onverminderd artikel 63 is de Regering de verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens vermeld in deze afdeling in de zin van artikel 1, § 4, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 2 - De Regering verwerkt persoonsgegevens om de in dit decreet vastgelegde opdrachten uit te voeren. Zij mag de verzamelde gegevens niet voor andere doeleinden dan voor de uitvoering van die opdrachten gebruiken.

De Regering bepaalt de nadere regels en raamvoorwaarden voor de uitvoering van de opdrachten vermeld in deze afdeling, met inbegrip van eventuele procedurebepalingen.

§ 3 - Het verwerken van persoonsgegevens geschiedt met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 63 - Verwerking van gezondheidsgegevens

Het verwerken van gegevens over de gezondheid geschiedt met inachtneming van het medisch geheim en met inachtneming van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt.

Art. 64 - Gegevenscategorieën

De Regering kan alle overeenkomstig artikel 62, § 2, toereikende, ter zake dienende en niet overmatige persoonsgegevens uit de volgende gegevenscategorieën verwerken :

1° identiteitsgegevens en contactgegevens van de aanvrager, van het kind, van de bijslagtrekkende, van de sociaal verzekerde en van de gezinsleden;

2° gegevens over het schoolbezoek of, naargelang van het geval, de opleiding van het kind;

3° gegevens over de socioprofessionele situatie van de personen vermeld in 1°;

4° gegevens over de gezinssituatie van de personen vermeld in 1°;

5° gegevens over de sociale en financiële situatie van de personen vermeld in 1°;

6° gegevens over de lichamelijke en psychische gezondheid van het kind;

7° gevoelige gegevens van de gebruiker vermeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

8° gerechtelijke gegevens over de personen vermeld in 1°.

Art. 65 - Gebruik van gegevens voor onderzoek en statistieken

Voor het uitvoeren van analyses en statistieken in verband met de toepassing van dit decreet werkt de Regering principieel met anonieme gegevens.

Indien de analyses en statistieken niet volledig kunnen worden uitgevoerd met de anonieme gegevens vermeld in het eerste lid, dan mogen gecodeerde persoonsgegevens gebruikt worden.

Indien de analyses en statistieken niet volledig kunnen worden uitgevoerd met de gecodeerde persoonsgegevens vermeld in het tweede lid, dan mogen niet-gecodeerde persoonsgegevens gebruikt worden.

Voor de toepassing van het tweede en het derde lid vermeldt de Regering in de 'aangifte betreffende de verwerking' waarom de verwerking van anonieme resp. gecodeerde persoonsgegevens niet de mogelijkheid biedt om de analyses en statistieken vermeld in het eerste resp. het tweede lid uit te voeren.

Art. 66 - Duur van de gegevensverwerking

De gegevens mogen niet langer dan noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor ze verwerkt worden in een vorm bewaard worden die de mogelijkheid biedt de betrokken personen te identificeren. Onverminderd de bepalingen over het archiefwezen worden ze uiterlijk na afloop van die termijn vernietigd.

HOOFDSTUK 6 — CONTROLEBEPALINGEN, STRAFBEPALINGEN EN VERJARINGSBEPALINGEN*Afdeling 1 — Controle***Art. 67 - Inspecteurs**

De Regering wijst onder de ambtenaren en personeelsleden van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap de inspecteurs aan die bevoegd zijn om de naleving van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan te bewaken en de overtredingen vermeld in de artikelen 70 tot 72 op te sporen en bij proces-verbaal vast te stellen. Voor de uitoefening van die activiteiten kan ze hen de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toekennen.

Art. 68 - Bevoegdheden van de inspecteurs

Overtredingen van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden opgespoord en vastgesteld overeenkomstig het Sociaal Strafwetboek.

Onverminderd de plichten en bevoegdheden van andere officieren van gerechtelijke politie die op grond van andere rechtsvoorschriften aangewezen zijn, beschikken de inspecteurs over de bevoegdheden vermeld in de artikelen 23 tot 42 van het Sociaal Strafwetboek indien ze van ambtswege of op verzoek optreden in het kader van hun informatieopdracht, adviesopdracht en toezichthoudende opdracht met het oog op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 69 - Bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Onverminderd de bepalingen vastgelegd in hoofdstuk 5, afdeling 6, zijn de inspecteurs ertoe verplicht de nodige maatregelen te nemen om het vertrouwelijke karakter van de persoonsgegevens waarvan ze in het kader van de uitoefening van hun ambt kennis hebben gekregen, te waarborgen. Ze waarborgen ook dat die gegevens alleen worden gebruikt voor doeleinden die voor de uitoefening van hun toezichthoudende opdracht noodzakelijk zijn.

*Afdeling 2 — Strafbepalingen***Art. 70 - Valsheid en gebruik van valse stukken**

Wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of met één van die straffen of met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro eenieder die, met het oogmerk een onverschuldigde uitbetaling van de gezinsbijslagen te bekomen of te doen bekomen, te behouden of te doen behouden:

1° valsheid in geschrifte heeft gepleegd, hetzij door valse handtekeningen, hetzij door namaking of vervalsing van geschriften of handtekeningen, hetzij door overeenkomsten, beschikkingen, verbintenissen of schuldbevrijdingen valselijk op te maken of in een akte in te voegen, hetzij door toevoeging of vervalsing van bedingen, verklaringen of feiten die deze akte ten doel had op te nemen of vast te stellen;

2° zich bediend heeft van een valse akte of een vals stuk;

3° valsheid heeft gepleegd, door gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, in te brengen in een informaticasysteem, te wijzigen of te wissen, of met enig ander technologisch middel de mogelijke aanwending van gegevens in een informaticasysteem te veranderen, waardoor de juridische draagwijdte van dergelijke gegevens verandert;

4° gebruik heeft gemaakt van die gegevens, terwijl hij weet dat de aldus verkregen gegevens vals zijn.

Art. 71 - Onjuiste of onvolledige verklaringen

Wordt gestraft overeenkomstig artikel 70 eenieder die wetens en willens :

1° een onjuiste of onvolledige verklaring heeft afgelegd om een onverschuldigde uitbetaling van de gezinsbijslagen te bekomen of te doen bekomen, te behouden of te doen behouden;

2° heeft nagelaten of geweigerd om een verplichte verklaring af te leggen of de inlichtingen te verstrekken die hij gehouden is te verstrekken om een onverschuldigde uitbetaling van de gezinsbijslagen te bekomen of te doen bekomen, te behouden of te doen behouden;

3° ingevolge een verklaring vermeld in 1°, het nalaten of het weigeren om een verklaring af te leggen of inlichtingen te verstrekken vermeld in 2°, of een akte vermeld in artikel 70, een gezinsbijslag heeft ontvangen waarop hij geen aanspraak had of waarop hij slechts gedeeltelijk aanspraak had.

Art. 72 - Oplichting

Overeenkomstig artikel 70 wordt gestraft, eenieder die, met het oogmerk een onverschuldigde uitbetaling van de gezinsbijslagen te bekomen of te doen bekomen, te behouden of te doen behouden, gebruik heeft gemaakt van valse namen, valse hoedanigheden of valse adressen, of enige andere bedrieglijke handeling aangewend heeft om te doen geloven aan het bestaan van een valse persoon, een valse onderneming, of enige andere fictieve gebeurtenis of om op andere wijze misbruik te maken van het vertrouwen.

Art. 73 - Opdecienen

De opdecienen vermeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecienen op strafrechtelijke geldboeten zijn van toepassing op de administratieve geldboeten vermeld in deze afdeling.

In geval van een administratieve geldboete maakt de Regering in haar beslissing melding van de vermenigvuldiging ingevolge de voormelde wet van 5 maart 1952 en vermeldt het getal dat het gevolg is van deze verhoging.

Art. 74 - De op de bestraffing van overtredingen toepasselijke regels

Op de bestraffing van de overtredingen vermeld in deze afdeling zijn de bepalingen van boek I, titel 6, hoofdstukken 3 en 4, van het Sociaal Strafwetboek van toepassing.

*Afdeling 3 — Verjaring***Art. 75 - Verjaringstermijn voor de invordering van gezinsbijslagen**

§ 1 - Aanvragen en rechtsoverdrachten van personen aan wie gezinsbijslagen verschuldigd zijn of uitbetaald moeten worden, worden binnen de vijf jaar, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand waarin het recht geopend wordt, ingediend resp. ingesteld.

§ 2 - Onverminderd de oorzaken vermeld in het Burgerlijk Wetboek wordt de verjaring ook gestuit door een eis of een klacht, bij gewone brief, fax of elektronische post verzonden naar de Regering of door de neerlegging van een dergelijke eis of klacht bij de Regering. De stuiting gebeurt op de datum van het aangetekend schrijven, waarvoor de postdatum als bewijs geldt, of, bij gebrek daaraan, op de datum van het ontvangstbewijs dat door de Regering wordt afgegeven aan de persoon die de uitkeringen aanvraagt of aanspraak op de uitkeringen maakt.

De stuiting is vijf jaar geldig. Ze kan verlengd worden.

Art. 76 - Verjaringstermijn voor de terugvordering van gezinsbijslagen

Onverschuldigd betaalde uitkeringen kunnen niet meer teruggevorderd worden na verloop van een termijn van vijf jaar, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand waarop de onverschuldigde betaling betrekking heeft.

Onverminderd de oorzaken vermeld in het Burgerlijk Wetboek wordt de verjaring ook gestuit door de terugvordering van onverschuldigd betaalde sommen die aangetekend ter kennis wordt gebracht van de schuldenaar.

*Hoofdstuk 7 — Raad voor Gezinsbijslagen***Art. 77 - Oprichting**

Er wordt een Raad voor Gezinsbijslagen opgericht.

Art. 78 - Taken

De Raad heeft tot taak :

1° adviezen te verstrekken op eigen initiatief of op verzoek van de Regering;

2° de ontwikkelingen op het gebied van gezinsbijslagen in het binnen- en het buitenland te volgen;

3° voorstellen uit te werken om de gezinsbijslagen te optimaliseren;

4° te onderzoeken welke invloed de gezinsbijslagen hebben op de situatie van de gezinnen en in het bijzonder op de kinderarmoede.

De Regering vraagt het advies van de Raad over elk voorontwerp van decreet of besluit dat betrekking heeft op de gezinsbijslagen. De Raad verstrekt het advies binnen een termijn van 30 dagen na ontvangst van de aanvraag. Die termijn wordt van rechtswege verlengd met 15 dagen indien hij tussen 1 juli en 31 augustus begint te lopen of verstrijkt. Na het verstrijken van die termijn kan de Regering het ontwerp zonder advies goedkeuren. Indien de Raad zijn advies over een voorontwerp van decreet binnen de gestelde termijn verstrekt, dient de Regering het samen met het ontwerp van decreet in bij het Parlement.

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap kan door bemiddeling van zijn voorzitter een advies aanvragen bij de Raad. De Raad bezorgt dat advies aan de aanvrager binnen een door het Parlement gestelde termijn.

Art. 79 - Samenstelling

§ 1 - De volgende leden van de Raad zijn stemgerechtigd :

1° zes vertegenwoordigers van de Sociaal-Economische Raad van de Duitstalige Gemeenschap, onder wie drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties en drie vertegenwoordigers van de interprofessionele werkgeversorganisaties die in de Duitstalige Gemeenschap gevestigd zijn;

2° drie vertegenwoordigers van de organisaties die de belangen van de gezinnen in de Duitstalige Gemeenschap verdedigen.

De volgende leden van de Raad hebben een raadgevende stem :

1° één vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor de gezinsbijslagen;

2° één vertegenwoordiger van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap;

3° één vertegenwoordiger van de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor zelfbeschikkend leven.

De Regering stelt de notulen van de vergaderingen van de Raad op.

§ 2 - De Raad kiest uit zijn stemgerechtigde leden, voor de duur van het mandaat, een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter.

§ 3 - De Regering wijst de leden van de Raad aan en wijst voor elk van hen een plaatsvervangend lid aan.

De leden vermeld in § 1, eerste lid, worden aangewezen op de voordracht van de betreffende organisaties die in de Raad vertegenwoordigd zijn. Het lid vermeld in § 1, tweede lid, 3°, wordt aangewezen op de voordracht van de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor zelfbeschikkend leven.

Het mandaat van de leden duurt vijf jaar en kan worden verlengd.

Op verzoek van de betreffende organisatie kan de Regering het mandaat van een lid vroegtijdig beëindigen en een nieuw lid aanwijzen dat het mandaat van zijn voorganger voortzet.

Art. 80 - Werkwijze

§ 1 - De eerste vergadering van de Raad vindt ten laatste twee maanden na de aanwijzing van de leden ervan plaats.

Binnen twee maanden na deze eerste vergadering neemt de Raad een huishoudelijk reglement aan dat door de Regering moet worden goedgekeurd. Dat huishoudelijk reglement regelt de details van de werkwijze van de Raad.

§ 2 - De beslissingen van de Raad worden genomen bij meerderheid van stemmen, uitgebracht door de aanwezige leden. De Raad kan rechtsgeldig beraadslagen en besluiten wanneer minstens de helft van de leden, onder wie minstens één vertegenwoordiger van elke organisatie vermeld in artikel 79, § 1, eerste lid, aanwezig is.

Indien de Raad niet rechtsgeldig kan beraadslagen en besluiten, roept de voorzitter een tweede vergadering bijeen waarop de Raad rechtsgeldig kan beraadslagen en besluiten, ongeacht de voorwaarden vermeld in het eerste lid.

§ 3 - Om zijn taken te vervullen, kan de Raad deskundigen op de vergaderingen uitnodigen die met raadgevende stem aan de vergaderingen deelnemen. Bovendien kan de Raad werkgroepen oprichten.

Art. 81 - Rapportering

Op het einde van het kalenderjaar maakt de Raad een verslag over de activiteiten van het afgelopen jaar op en zendt dat gelijktijdig toe aan het Parlement en aan de Regering.

Art. 82 - Vergoedingen

De stemgerechtigde leden van de Raad en de deskundigen die met toepassing van artikel 80, § 3, de vergaderingen bijwonen, hebben recht op presentiegelden en reiskostenvergoedingen onder de door de Regering vastgelegde voorwaarden.

Hoofdstuk 8 — *Varia*

Art. 83 - Ondersteuning bij meerlingengeboorten

De Regering kan onder de door haar vastgestelde voorwaarden ondersteuning bij meerlingengeboorten toekennen aan personen die met de opvoeding van minstens drie kinderen jonger dan drie jaar belast zijn indien :

1° die kinderen dezelfde woonplaats in het Duitse taalgebied hebben;

2° het leeftijdsverschil tussen die drie kinderen minder dan 18 maanden bedraagt.

Die ondersteuning bij meerlingengeboorten kan zowel in de vorm van financiële ondersteuning geschieden als in de vorm van een volledige of gedeeltelijke overname van de kosten van dienstprestaties.

Hoofdstuk 9 — *Slotbepalingen*

Afdeling 1 — Wijzigingsbepalingen en opheffingsbepalingen

Art. 84 - Wijzigingsbepaling

Artikel 15, c), van de samengeordende wetten van 5 oktober 1948 op de vergoedingspensioenen, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1973, 17 juli 1975 en 7 juni 1989, wordt opgeheven.

Art. 85 - Wijzigingsbepaling

In artikel 1 van de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1970, worden de woorden "aanvullende kinderbijslag en geboortevergoeding" opgeheven.

Art. 86 - Wijzigingsbepaling

In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1970, worden de woorden "aanvullende kinderbijslag en geboortevergoeding" opgeheven.

Art. 87 - Wijzigingsbepaling

Hoofdstuk III van dezelfde wet, dat de artikelen 22 tot 29 omvat, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1970 en 17 oktober 1986, wordt opgeheven.

Art. 88 - Wijzigingsbepaling

Hoofdstuk IV van dezelfde wet, dat de artikelen 30 tot 33 omvat, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1970 en 17 oktober 1986, wordt opgeheven.

Art. 89 - Wijzigingsbepaling

In het opschrift van hoofdstuk V, afdeling III, van dezelfde wet worden de woorden "en de bijlagen" opgeheven.

Art. 90 - Wijzigingsbepaling

In artikel 41 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1970 en 22 december 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "en de aanvullende kinderbijslag" opgeheven en wordt het woord "zijn" vervangen door het woord "is";

2° in § 4 worden de woorden "en de aanvullende kinderbijslag" opgeheven en wordt het woord "worden" vervangen door het woord "wordt";

3° in § 5 worden de woorden "en de aanvullende kinderbijslag" opgeheven en wordt het woord "worden" vervangen door het woord "wordt";

4° in § 6, eerste lid, worden de woorden "en de aanvullende kinderbijslag, met uitzondering van de geboortevergoedingen" opgeheven.

Art. 91 - Wijzigingsbepaling

Artikel 6, § 4, van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 mei 1989, wordt opgeheven.

Art. 92 - Wijzigingsbepaling

Artikel 14, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 23 december 1970, wordt opgeheven.

Art. 93 - Wijzigingsbepaling

Artikel 14*bis* van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 23 december 1970, en artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1969, worden opgeheven.

Art. 94 - Wijzigingsbepaling

In artikel 15, § 3, van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, worden de woorden "alsmede kinderbijslag en kraamgeld indien zij geen aanspraak kunnen maken op deze gezinsbijslag ten laste van het bijzonder kinderbijslagfonds vermeld in artikel 32 van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders" opgeheven.

Art. 95 - Wijzigingsbepaling

In artikel 572*bis* van het Gerechtelijk Wetboek van 10 oktober 1967, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013 en gewijzigd bij de wetten van 8 mei 2014, 19 maart 2017 en 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 8° wordt vervangen als volgt :

"8° geschillen met betrekking tot het aanwijzen van de bijslagtrekkende(n) van de gezinsbijslagen, en verzet tegen de uitbetaling van gezinsbijslagen aan de bijslagtrekkende, tenzij een vordering bij de jeugdrechtbank aanhangig werd gemaakt op grond van artikel 29 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;"

2° de bepalingen onder 14° en 15° worden opgeheven.

Art. 96 - Wijzigingsbepaling

In artikel 580 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 juli 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 1° wordt het woord "gezinsbijslag" opgeheven;

2° de bepaling onder 8°, b), wordt vervangen als volgt :

"b) het decreet van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijslagen, met uitzondering van geschillen met betrekking tot het aanwijzen van de bijslagtrekkende(n) van de gezinsbijslagen, alsook met uitzondering van verzet tegen de uitbetaling van gezinsbijslagen aan de bijslagtrekkende;"

Art. 97 - Wijzigingsbepaling

In artikel 594 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 8° wordt vervangen als volgt :

"8° in geval van voogdij, over geschillen met betrekking tot het aanwijzen van de bijslagtrekkende(n) van gezinsbijslagen, en over verzet tegen de uitbetaling van gezinsbijslagen aan de bijslagtrekkende, tenzij een vordering bij de jeugdrechtbank aanhangig werd gemaakt op grond van artikel 29 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;"

2° de bepaling onder 9° wordt opgeheven.

Art. 98 - Wijzigingsbepaling

Artikel 6 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt opgeheven.

Art. 99 - Wijzigingsbepaling

Artikel 21, § 1, 6°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1997 en 24 december 2002, wordt opgeheven.

Art. 100 - Wijzigingsbepaling

In artikel 37*quater*, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006, worden de woorden "en de gezinsbijslag" opgeheven.

Art. 101 - Wijzigingsbepaling

Artikel *6bis*, § 2, van het decreet van 9 mei 1988 betreffende het Fonds voor bijzondere hulp aan kinderen en jongeren, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 2 maart 2015, wordt aangevuld met een bepaling onder 4°, luidende :
 "4° overname van financiële tegemoetkomingen met toepassing van de artikelen 33.1 en 33.2 van het decreet van 18 mei 2008 over de Jeugdbijstand en houdende omzetting van maatregelen inzake jeugdbescherming."

Art. 102 - Wijzigingsbepaling

Artikel 33 van de programmawet van 20 juli 2006, gewijzigd bij de wet van 28 juni 2013, wordt opgeheven.

Art. 103 - Wijzigingsbepaling

Artikel 162, eerste lid, 2°, van het Sociaal Strafwetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2014, wordt opgeheven.

Art. 104 - Wijzigingsbepaling

In artikel 163, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden ", met de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd op 19 december 1939," opgeheven.

Art. 105 - Wijzigingsbepaling

Artikel 219, eerste lid, 1°, a), van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 106 - Wijzigingsbepaling

Artikel 223, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 107 - Wijzigingsbepaling

In hoofdstuk IV van het decreet van 19 mei 2008 over de Jeugdbijstand en houdende omzetting van maatregelen inzake jeugdbescherming, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2017, wordt tussen de afdelingen 9 en 10 een afdeling 9.1 ingevoegd, die de artikelen 33.1 en 33.2 omvat, luidende:

"Afdeling 9.1 - Financiële tegemoetkoming

Art. 33.1 - De Regering kan, onder de door haar vastgestelde voorwaarden, een tegemoetkoming toekennen aan de jongeren die zich in het kader van dit decreet in een pleeggezin of in residentiële begeleiding bevinden en dit voor de duur van hun uithuisplaatsing, om de integratie van die jongeren bij het bereiken van de meerderjarigheid te bevorderen.

Art. 33.2 - De Regering kan, onder de door haar vastgestelde voorwaarden, zo nodig een tegemoetkoming toekennen aan de biologische ouders van jongeren die zich in het kader van dit decreet in een pleeggezin of in residentiële begeleiding bevinden, om de contacten met hun kinderen te bevorderen."

Art. 108 - Wijzigingsbepaling

In artikel 3 van het koninklijk besluit van 21 mei 1964 tot coördinatie van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1969, worden het achtste lid, het negende lid en het twaalfde lid opgeheven.

Art. 109 - Wijzigingsbepaling

In artikel 25, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1969, worden het eerste lid, het tweede lid en het vierde lid opgeheven.

Art. 110 - Opheffingsbepaling

Opgeheven worden :

1° de Algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939, laatstelijk gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2016;

2° de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, laatstelijk gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 17 juni 2016;

3° het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, laatstelijk gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2016;

4° het koninklijk besluit van 26 oktober 2004 tot uitvoering van de artikelen 42*bis* en 56, § 2, van de Algemene kinderbijslagwet, laatstelijk gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2016;

5° het koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot verhoging van de leeftijdstoelagen vermeld in de artikelen 44 en 44*bis* van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag;

6° het besluit van de Regering van 28 oktober 2016 tot oprichting van een Raad voor Gezinsbijslagen.

*Afdeling 2 — Overgangsbepalingen***Art. 111** - Overgangsbepaling

§ 1 - Voor alle kinderen voor wie de volgende uitkeringen voor december 2018 aan dezelfde persoon betaald worden, wordt een bedrag berekend dat, naargelang van het geval, is samengesteld uit de som :

1° van de maandelijkse bijslagen vermeld in de artikelen 40 en 50*bis* van de Algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939;

2° van de bijslagen vermeld in de artikelen 41, 42*bis*, 44, 44*ter*, 47, § 2, en 50*ter* van de Algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939;

3° van de gezinsbijslagen vermeld in artikel 1, negende lid, 1°, 2°, en 7°, van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag;

4° van de 'forfaitaire bijzondere bijslag' toegekend krachtens artikel 10, § 3, van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag;

5° van de bijslagen vermeld in de bepalingen onder 1° en 2°, als die werden toegekend met toepassing van artikel 15, c), van de samengeordende wetten van 5 oktober 1948 op de vergoedingspensioenen;

6° van de bijslag vermeld in artikel 23 van de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen;

7° van de vergoedingen vermeld in artikel 6, § 4, en artikel 14, § 1, van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden;

8° van de kinderbijslag toegekend krachtens artikel 15, § 3, van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden;

9° van de uitkeringen toegekend krachtens artikel 3, achtste lid, van het koninklijk besluit van 21 mei 1964 tot coördinatie van de wetten betreffende het personeel in Afrika;

10° van de bijslagen vermeld in de bepalingen onder 1° en 2°, wanneer die toegekend werden met toepassing van het koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel alsmede voor de personeelsleden van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader van de korpsen van de lokale politie.

Indien de uitkeringen vermeld in het eerste lid met toepassing van artikel 70 van de Algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 aan een instelling of overheid en aan een natuurlijke persoon worden betaald, wordt voor de berekening van het bedrag vermeld in het eerste lid ervan uitgegaan dat die uitkeringen werden uitbetaald aan de natuurlijke persoon aan wie het saldo vermeld in artikel 70 van die wet voor december 2018 wordt uitbetaald.

§ 2 - Het bedrag bepaald overeenkomstig § 1 wordt uitbetaald aan de bijslagtrekkende of bijslagtrekkenden van de kinderbijslag bepaald overeenkomstig artikel 28.

Dat bedrag is niet onderworpen aan de nadere regels omtrent de ontwikkeling bepaald in artikel 38.

Dat bedrag wordt betaald in de plaats van de uitkeringen vermeld in de artikelen 8, 17, 19, 23 en 25 tot zich een van de volgende situaties voordoet :

1° de som van de uitkeringen vermeld in de artikelen 8, 17, 19, 23 en 25 waarop de kinderen vermeld in § 1 recht hebben, is voordeliger dan het bedrag bepaald in § 1;

2° de kinderbijslag wordt niet meer betaald voor alle kinderen voor wie het bedrag vermeld in § 1 berekend werd of wordt niet meer alleen voor die kinderen aan dezelfde bijslagtrekkende betaald.

Zodra een van de situaties vermeld in het derde lid zich voordoet, worden de uitkeringen vermeld in de artikelen 8, 17, 19, 23 en 25 uitbetaald overeenkomstig de nadere regels bepaald in dit decreet.

Voor de toepassing van het derde lid, 2°:

1° geldt, indien artikel 28, § 2, van toepassing is, alleen de persoon vermeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 1°, als bijslagtrekkende;

2° wordt geen rekening gehouden met de kinderen voor wie overeenkomstig artikel 114 een bedrag bepaald werd.

Art. 112 - Overgangsbepaling

De kinderen die op 31 december 2018 lessen of opleidingsleergangen volgen zoals bedoeld in de artikelen 1, 2, 3 of 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt, die op 1 januari 2019 niet meer als opleiding in de zin van artikel 9, § 3, gelden, worden bij wijze van overgangsregeling wel als een opleiding in de zin van artikel 9, § 3, beschouwd.

De overgangsregeling vermeld in het eerste lid is geldig voor de periode waarin het kind op 31 december 2018 ingeschreven is voor de lessen of opleidingsleergangen vermeld in de artikelen 1, 2, 3 of 4 van het voormelde koninklijk besluit van 10 augustus 2005 en hoogstens tot 30 september 2019.

Art. 113 - Overgangsbepaling

Voor kinderen die op 31 december 2018 alleen krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 5, van de Algemene kinderbijslagwet recht op kinderbijslag hebben, gaat de overeenkomstig artikel 10 bepaalde periode van twaalf maanden in op de dag dat ze krachtens artikel 1, § 2, van dat koninklijk besluit recht op kinderbijslag hadden.

De periode vermeld in het eerste lid wordt verlengd met de periode waarvoor het recht op kinderbijslag vóór 1 januari 2019 verlengd werd overeenkomstig artikel 4, § 1, of artikel 4, § 1/2, van het voormelde koninklijk besluit van 12 augustus 1985.

Art. 114 - Overgangsbepaling

§ 1 - Onverminderd de toepassing van artikel 111 wordt voor de kinderen die in december 2018 kinderbijslag ontvangen krachtens artikel 63 van de Algemene kinderbijslagwet, in zijn versie van 28 december 1990, een bedrag berekend dat, naargelang van het geval, is samengesteld uit de som :

1° van de maandelijks bijslagen vermeld in artikel 40 van de Algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939;

2° van de bijslag vermeld in artikel 44bis van de Algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939, in zijn versie van 30 juli 2013.

3° van de overige uitkeringen vermeld in artikel 111, § 1, eerste lid, 3° tot 10°.

§ 2 - Het bedrag berekend overeenkomstig § 1 wordt uitbetaald aan de bijslagtrekkende van de kinderbijslag bepaald overeenkomstig artikel 28 zolang het kind op grond van een samenwerkingsakkoord onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteert.

Het bedrag berekend overeenkomstig § 1 is niet onderworpen aan de nadere regels omtrent de ontwikkeling bepaald in artikel 38.

Art. 115 - Overgangsbepaling

De Raad voor Gezinsbijslagen opgericht bij artikel 77 is de rechtsopvolger van de Raad opgericht bij het besluit van de Regering van 28 oktober 2016 tot oprichting van een Raad voor Gezinsbijslagen.

De aangewezen leden en plaatsvervangende leden van de Raad opgericht bij het voormelde besluit van 28 oktober 2016 blijven tot het einde van hun oorspronkelijke mandaat de aangewezen leden en plaatsvervangende leden van de Raad opgericht bij artikel 77.

Art. 116 - Overgangsbepaling

Indien de invoering van artikel 28 zou leiden tot het bepalen van een andere bijslagtrekkende dan de persoon die de kinderbijslag voor december 2018 ontvangt, blijft laatstgenoemde persoon de bijslagtrekkende tot zich één van de volgende gebeurtenissen voordoet :

1° de bijslagtrekkende wijzigt zijn woonplaats;

2° één van de kinderen voor wie de bijslagtrekkende kinderbijslag ontvangt, wijzigt zijn woonplaats;

3° voor één van de kinderen voor wie de bijslagtrekkende kinderbijslag ontvangt, wordt geen kinderbijslag meer betaald;

4° een bijkomend kind dat dezelfde woonplaats als de bijslagtrekkende of als één van de kinderen heeft, heeft recht op kinderbijslag.

Voor de toepassing van het eerste lid geldt, indien artikel 70 van de Algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 van toepassing is voor december 2018, de persoon bepaald in artikel 70, eerste lid, 2°, van die wet als de persoon die de kinderbijslag voor december 2018 ontvangt.

Art. 117 - Overgangsbepaling

In afwijking van artikel 3, 5°, gelden als gezinsleden alle personen voor wie de sociaal verzekerde krachtens de Algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 op 31 december 2018 het recht op de uitkeringen vermeld in artikel 111, § 1, opende, tot :

1° zich één van de situaties voordoet vermeld in artikel 111, § 2, derde lid, 2° of 3°;

2° de socioprofessionele situatie van de sociaal verzekerde zo wijzigt dat hij het recht zou openen op een andere grond in de zin van artikel 68 van de Verordening nr. 883/2004 (EG) van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels.

Zodra zich één van de situaties vermeld in het eerste lid voordoet, gelden alleen nog de personen vermeld in artikel 3, 5°, als gezinsleden.

*Afdeling 3 — Inwerkingtreding***Art. 118 - Inwerkingtreding**

Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 23 april 2018.

O. PAASCH,

De Minister-President

I. WEYKMANS,

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme

A. ANTONIADIS,

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

H. MOLLERS,

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

Zitting 2017-2018

Parlementaire stukken: 222 (2017-2018) Nr. 1 Ontwerp van decreet + addendum

222 (2017-2018) Nr. 2 Voorstellen tot wijziging

222 (2017-2018) Nr. 3 Voorstellen tot wijziging

222 (2017-2018) Nr. 4 Voorstellen tot wijziging

222 (2017-2018) Nr. 5 Voorstellen tot wijziging

222 (2017-2018) Nr. 6 Verslag

Integraal verslag: 23 april 2018 - Nr. 50 Bespreking en aanneming

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2018/202899]

**8. DEZEMBER 2016 — Erlass der Regierung zur Genehmigung
der Geschäftsordnung der Hausunterrichtskommission**

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und an das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen, Artikel 93.49 § 4, eingefügt durch das Dekret vom 20. Juni 2016;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in der Anlage angeführte Geschäftsordnung, die von der Hausunterrichtskommission in seiner Sitzung vom 28. Oktober 2016 beschlossen wurde, wird genehmigt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 8. Dezember 2016

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft :

Der Ministerpräsident

O. PAASCH

Der Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung

H. MOLLERS